

Enquête Dans l'Ain. les journaux intimes se dévoilent au grand jour

PAGES 16-19

CHA GONZALEZ



OLIVIER FAURE
«Macron ne cherche
pas à assurer
la stabilité du pays,
mais la sienne»

PAGES 10-11

Libération

PARALYMPIQUES PARI 2024

Après le succès des Jeux olympiques, les Paralympiques ont démarré mercredi avec une cérémonie en plein Paris. Ultramédiatisé, l'événement qui réunit 4 400 athlètes a un enjeu autant sportif que sociétal.

PAGES 2-5

Théo Curin, animateur télé et ex-nageur handisport. PHOTO UNIT BKTAS REUTERS

M 00135-339-F-2,70 €





Jeux paralympiques

«Pour les athlètes, ça va être un boost de fou»

Par
JULIEN LECOT

Sous la grande halle de la Villette, à l'intérieur du Club France, on a assisté en début de semaine à un grand ballet. Les équipes de France passaient par vagues face aux journalistes – une heure par délégation, montre en main. Devant les micros et les caméras, tous les athlètes avaient des étoiles dans les yeux et un sourire jusqu'aux oreilles. Certains affichaient aussi, parfois, une mine un peu dépassée face à cette attention nouvelle. *«Ce qu'on vit actuellement, c'est unique, vraiment. Depuis qu'on est entré dans le village des athlètes, c'est comme si on était dans une bulle et que le temps s'était arrêté»*, s'émervillait lundi matin Christophe Carlier, le vice-capitaine de l'équipe de France de basket fauteuil. Son coéquipier, Sofyane Mehiaoui, parlait lui de l'impatience qui le rongait : *«Ça fait tellement longtemps qu'on se prépare, on a hâte que ça commence, hâte de pouvoir lâcher les chevaux. Là, le temps commence à être long, très long.»*

SE NOURRIR DE L'EFFERVESCENCE

Mercredi en fin d'après-midi, du village des athlètes où des nouvelles sont venues les chercher, jusqu'aux Champs-Élysées où ils ont été déposés, l'attente a une nouvelle fois été longue pour les Français. Avant la délivrance, enfin. Derrière Nantein Keita et Alexis Hanquingnant, les deux porte-drapeaux de la délégation tricolore, ils étaient 150 athlètes (sur les 237 de la délégation) à défiler au crépuscule sur la plus célèbre avenue du monde. Autour de l'obélisque de la place de la Concorde, ils ont traversé le spectacle en différents tableaux préparé par Thomas Jolly. Si le ballon des tulle-ries ne s'était pas encore envolé vers le ciel pour tracer à nouveau la vasque enflammée au moment de bou-

cier le journal, tous pouvaient enfin souffler et se dire, dans un coin de leur tête : *«Ça y est, les Jeux paralympiques sont lancés.»* Cette cérémonie réalisée en plein air, à la demande des athlètes, était la première pierre du pari audacieux affiché par Paris 2024 : organiser des Jeux paralympiques à minima à la hauteur de ceux de Londres en 2012, référence absolue en la matière. *«Londres, c'était magique, c'était du jamais-vu. On avait en athlétisme 80 000 spectateurs dans le stade qui poussaient les Anglais, qui chantaient God Save the Queen quand un Britannique avait une médaille d'or... Non plus grand rêve, c'est d'offrir aux 4 400 athlètes qui seront à Paris cet été ce que j'ai vécu à Londres, nous racontait déjà en mars Marie-Amélie Le Fur,*

«Ça fait tellement longtemps qu'on se prépare, on a hâte que ça commence, hâte de pouvoir lâcher les chevaux.»

Sofyane Mehiaoui
membre de l'équipe de France de basket fauteuil

Inaugurés mercredi par une cérémonie et un défilé de 4 400 parathlètes au cœur de Paris, les Jeux devraient à nouveau être portés par la ferveur populaire. La France et ses 237 représentants visent un top 8 jamais atteint au tableau des médailles.

la présidente du Comité paralympique et sportif français (CPSF), triple médaillée dans la capitale anglaise. *Si j'avais une angoisse, ce serait de ne pas tenir la promesse qu'on a pu faire aux athlètes de leur offrir une expérience extraordinaire, d'être encouragés, soutenus par le grand public.»*

Pour tenir son engagement, le Comité d'organisation a ramé. Il y a d'abord eu un lancement plus que timide de la billetterie – à peine un tiers des billets avaient trouvé preneur fin juin, dont une grande majorité avaient été achetés par des collectivités. Puis les JO sont passés par là, Paris 2024 a mis le paquet sur la com, à coups d'affiches XXL dans le métro, et les Jeux paralympiques ont été emportés par l'engouement olympique. À la veille du début des épreuves, l'organisation y était presque : plus de 2 millions de billets avaient trouvé preneur sur les 2,5 millions à vendre, avec une dizaine de disciplines qui affichaient complet, ou presque.

Pour les athlètes, une telle ferveur est grisante. A chaque passage devant les médias, peu importe leur sport, tous racontent avoir l'habitude de l'anonymat, des compétitions qui se déroulent devant la famille, les proches, et quelques puristes tout au plus. Jamais ou presque ils n'ont connu devant 10 000, 15 000 ou 20 000 personnes.

Encore moins devant un tel public acquis à leur cause (92 % des acheteurs de billets sont Français), là pour prolonger la fête olympique, vibrer à leurs côtés et les pousser à chaque instant.

Certains s'imaginent déjà se nourrir de l'effervescence, persuadés que la foule les aidera à aller chercher le supplément de motivation, de force ou de courage qui les rapprochera un peu plus d'un podium. Ils en auront besoin pour aider la France à terminer dans le top 8 au tableau des médailles, objectif affiché par toutes les instances depuis des mois, ce qui signifierait au moins une vingtaine de médailles d'or – le double du total obtenu à Tokyo. Il y a quelques semaines, Elie Fati-geon, le directeur du CPSF, nous racontait tenir un tableau où figuraient, sport par sport et jour par jour, les médailles françaises attendues. Impossible de savoir ce qu'il contient – «ce serait trop stressant pour les athlètes en question». Tout juste nous conseillait-il de regarder avec attention le cyclisme et le triathlon, où les podiums devraient s'enchaîner.

L'engouement est aussi médiatique : jamais les médias français (*Libération* inclus) ne s'étaient intéressés d'aussi près aux Jeux paralympiques. L'intégralité des épreuves seront même retransmises en direct sur les antennes de

France TV, une première, quand la télévision publique n'en diffusait encore aucune en live à Londres. Au total, on parle de 160 pays ou territoires dans lesquels il devrait être possible de voir les Jeux à la télé, soit six de plus qu'à Tokyo.

«ON RECONNAÎT LEURS PERFORMANCES»

Voyant lundi ses coureurs enchaîner les interviews et rechigner, parfois, à se répéter d'un micro à l'autre, Laurent Thirionnet, le manager de la performance du paracyclisme, ironisait : *«Et maintenant, ils prennent la grosse tête...»* Avant de se réjouir, plus sérieusement, de voir qu'«enfin, on reconnaît leurs performances à leur juste valeur». Ancien cycliste, sept médailles paralympiques à son palmarès, Laurent Thirionnet sait qu'on revient de loin. Lui a connu des Jeux sans médias, où «même l'Équipe ne consacrait rien de plus qu'un petit encadré à une médaille d'or».

Il sait aussi l'importance que revêt une couverture, surtout télévisuelle, de l'événement. *«Pour nous, ça va être un boost de fou, dit-il. Ça va prouver à plein de personnes en situation de handicap qu'on peut, même après un accident ou une maladie, faire du sport. Moi, c'est en ayant vu des mecs aux Jeux d'Atlanta faire du vélo avec une jambe que je me suis dit : tiens, je vais faire du vélo. Et des images comme celles des Jeux d'Atlanta, durant deux semaines, on va en avoir pendant des heures tous les jours.»* ◆

LIBÉ.FR

Reportages, portraits des athlètes et ceux qui les accompagnent, analyses, interviews, explication des règles, de l'organisation, diaporamas, vidéos... Retrouvez toutes nos productions sur notre site et sur Twitter.

Ouverture des
Jeux place
de la Concorde,
mercredi soir
à Paris.
PHOTO GONZALO
FUENTES. AP



Paracyclisme: le regard meuf de Marie Patouillet

Double médaillée de bronze à Tokyo, l'athlète française de 36 ans qui milite pour les droits LGBT concourt ce jeudi pour ses derniers Jeux.

Rencontrer un athlète à l'Institut national du sport constitue une épreuve olympique en soi. Dans ce campus parisien à l'américaine tout en briques rouges niché au cœur du bois de Vincennes, rendez-vous est donné avec la cycliste paralympique Marie Patouillet. Direction le vélodrome tout au fond de l'allée. Au bout de sept minutes de marche, voilà l'immense salle d'athlétisme inaugurée en 1965 par un général de Gaulle frustré des piètres performances hexagonales aux JO de 1960 et déterminé à montrer que les Français en ont sous la pédale. Ils sont bien beaux ces 9 000 mètres carrés destinés à fabriquer la grande tricolore, mais où est le vélodrome ?

Notre téléphone sonne. « Bonjour, c'est Marie Patouillet, vous êtes perdue ? » demande une voix amène. La jeune femme vient à notre

rescousse, vêtue d'une élégante combinaison kaki et de bottines en cuir qui jurent avec le short de l'athlète en pleine course non loin. Pour accéder au vélodrome, il fallait tendre l'œil : il est creusé dans le stade comme un trésor troglodyte à ciel ouvert. Attention à ne pas se faire renverser par le coureur en traversant. Au terme d'une descente dans un labyrinthe de couloirs sombres, se révèle un biotope aux couleurs saillantes, entre piste orange, tapis rouges et machines gris métallisé.

Voilà où s'épanouit Marie Patouillet, six jours sur sept depuis 2018. A 36 ans, la double championne du monde de cyclisme sur piste à Rio en mars, née avec une malformation de la cheville et une agénésie (défaut de développement) des oreilles, s'élance ce jeudi pour ses deuxièmes et derniers JO.

Médecine militaire

L'athlète concourt en catégorie C5, comme l'autre espoir tricolore Heidi Gauguin, de seize ans sa cadette. Côté piste, Marie Patouillet disputera le contre-la-montre 500 mètres, la poursuite individuelle

3 000 mètres et le sprint par équipe. Côté route, elle prendra part au contre-la-montre et à la course en ligne. « Mon objectif est de battre mes records », annonce posément celle qui ne parle pas de médaille. Lors des Jeux olympiques de Tokyo, elle a pourtant décroché deux fois le bronze, en poursuite individuelle sur piste 3 000 mètres ainsi qu'à la course en ligne sur route.

Comment expliquer l'arrivée de Marie Patouillet dans le milieu, à l'aube de sa quatrième décennie ? Jusqu'à ses 25 ans, la Versaillaise étudie la médecine militaire à Bordeaux. Elle s'adonne au surf à Arcachon, au tennis, ainsi qu'à tous les sports collectifs possibles : hand, rugby... Pourvu qu'elle puisse trotter. Mais sa malformation la heurte de plus en plus. Lors de ses gardes à l'hôpital, l'interne déambule difficilement. « Je ne pouvais plus courir. Le chirurgien m'a dit que j'avais le choix entre natation et vélo. J'avais plus de facilités en natation mais je n'avais pas de bons souvenirs d'enfance, à cause des moqueries sur mon handicap à la piscine », narre celle qui s'est toujours sentie « différente ».

En 2017, l'existence de Marie Patouillet prend un nouveau virage. Réformée de l'armée en raison de son handicap, la jeune diplômée se tourne vers la médecine générale. Cette même année, une idée germe chez la sportive : accomplir l'étape du tour, épreuve cyclotouriste empruntant le tracé d'une des étapes du Tour de France. « C'était un challenge énorme d'un point de vue sportif. J'ai passé plus de neuf heures sur le vélo, parcouru 170 kilomètres avec plus de 3 000 mètres de dénivelé. Il y avait la voiture-balai pas loin, mais j'ai fini et j'ai pris beaucoup de plaisir », se souvient-elle, souriante aux lèvres.

« Très rigoureuse »

Le charme opère. Direction le club de cyclisme sur piste de l'US Créteil (Val-de-Marne). Tous les jeudis, la salle est louée, imposant aux licenciés de s'entraîner à l'Insep. Ainsi la néophyte découvre cette piste aussi inclinée qu'un toboggan. « Au début, il y a une appréhension de la piste, puis l'inertie fait qu'on se penche », raconte-t-elle, pédalo. La première fois que Marie Patouillet s'élance, elle chute et fait tomber tout le monde. L'entraîneur Grégory Baugé la relève et la prend sous son aile de quadruple médaillé olympique et nonuple champion du monde de cyclisme. Ça paye. En 2019, après des chronos satisfaisants, elle se qualifie à ses premiers championnats du monde sur piste en 500 mètres départ arrêté à Apeldoorn (Pays-Bas). Résultat : médaille de bronze. « C'est une athlète très rigoureuse et hypersérieuse », loue Laurent Thirionet, manager de l'équipe de France de paracyclisme. Que ce

Suite page 4



Suite de la page 3 soit sur l'entraînement, le sommeil, la récup, la ponctualité, elle met tous les moyens pour y arriver.»

Jusqu'à peu, jamais l'encadrant n'aurait proféré de tels éloges. Pendant des années, Marie Patouillet entretient des relations tendues avec le reste de la délégation. La faute à un climat misogyne dans une discipline très majoritairement masculine. «À Tokyo, j'étais la seule femme de l'équipe et du staff. J'ai demandé si c'était possible d'arrêter les blagues déplacées. On m'a répondu que si je ne voulais pas un sport sexiste, il fallait que je fasse un sport de fille», souffle celle qui s'isole du

groupe et vit une expérience olympique cauchemardesque. «Après Tokyo, je me sentais malhonnête de parler de ma performance sans raconter la réalité, les remarques sexistes et homophobes. C'est pas parce que le milieu paralympique s'occupe d'une discrimination qu'il faut laisser tomber les autres. L'inclusion se conjugue au pluriel», tranche la cycliste ouvertement lesbienne à la révolte féconde. Interviewer un sportif est parfois aussi ardu que de le retrouver dans la fourmilière de l'Insep, les réponses se voulant souvent policoes et laconiques. Armée d'un flegme lumineux, Marie Patouillet pulvérise les codes de l'entre-

tien barbant, pointe librement du doigt les failles poussièreuses de sa discipline: «Les milieux sportifs fonctionnent à la transmission par l'exemplarité, les anciens athlètes deviennent entraîneurs et reproduisent des schémas qu'ils ont connus. Elle est où l'équité là-dedans? Si vous voulez une médaille d'or féminine, donnez-nous un environnement de performance aussi confortable que celui des hommes.»

Préparateur mental

Pour pallier la solitude post-Tokyo, Marie Patouillet injecte du militantisme dans sa pratique sur roues. En octobre 2022, lors des mon-

diaux de paracyclisme sur piste à Saint-Quentin-en-Yvelines où elle remporte deux fois l'argent, les yeux sont braqués sur la teinte du drapeau LGBT+ ornant son crâne rasé. «Je voulais que ça questionne les gens. J'avais déjà fait une coloration léopard rose [aux mondiaux sur route de Baie-Comeau, au Canada en août 2022, ndr], et j'ai été championne du monde. On a plus parlé de mes cheveux que de ma performance», rit-elle, la voix teintée de sarcasme. Ce jeudi, la verra-t-on arborer une chevelure au motif original? A priori non, conformément à la règle 40 de la charte olympique sur la communication des participants, qui leur impose une neutralité politique pendant les Jeux.

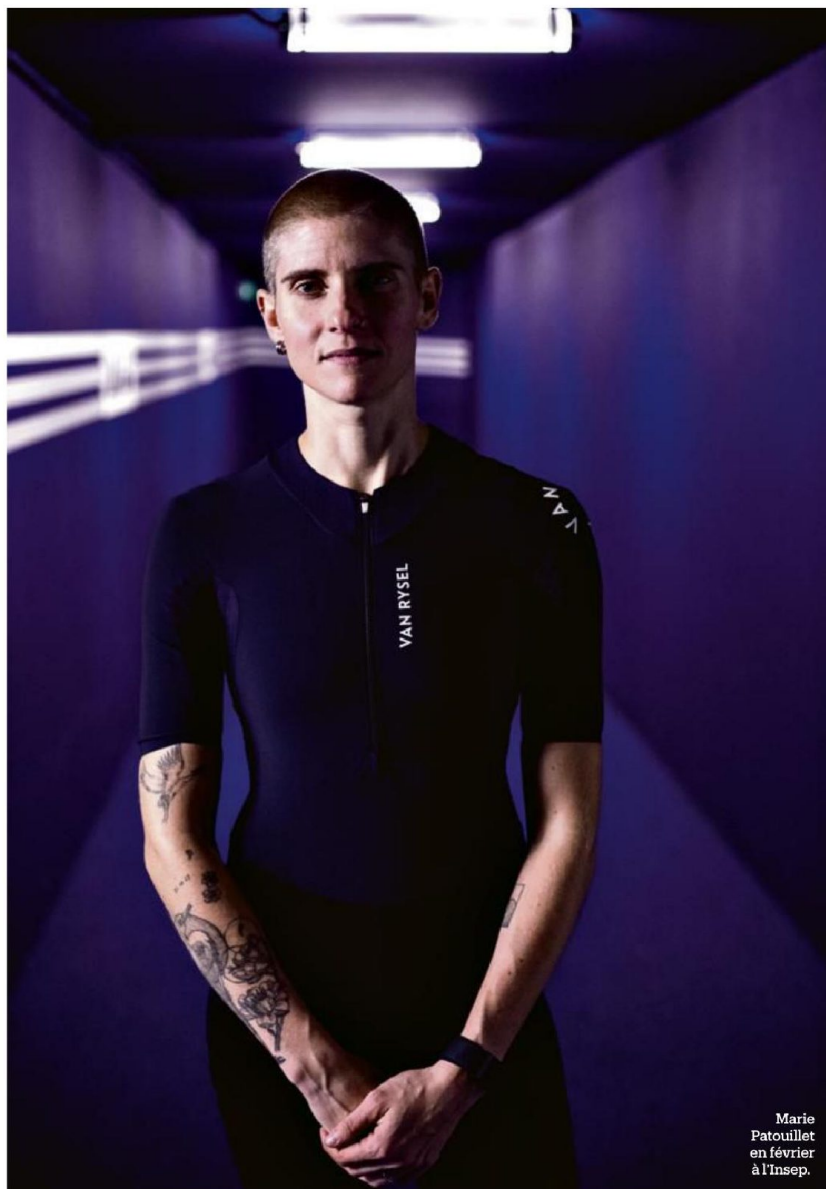
Rares sont ceux qui assument leur homosexualité dans l'univers hétéronormé du sport. Marie Patouillet incarne une des seules voix issue de la communauté queer. «On a besoin de représentativité. Ça a un sens politique d'en parler pour les autres. L'athlète qui n'a pas fait son coming out va se mettre en retrait, être gêné, mentir sur le pronom de son ou sa partenaire, déplore la militante qui expose sur les réseaux sociaux son couple avec la comédienne Soraya Garleno depuis deux ans. C'est pas viable quand on sait à quel point le mental a un impact sur la performance.» Pour gérer ses émotions, la cycliste s'accompagne d'un préparateur mental et note tout dans une application de suivi partagée avec son staff cher: «Quand j'ai mes règles, une insomnie, une migraine, je l'écris. Même quand j'ai vécu une rupture, ils étaient au courant.» Fille d'une hôtesse de l'air et d'un cadre en entreprise, l'ainée d'une fratrie de quatre a conscience d'avoir le «bon faciès», d'être «privilegiée». Malgré les aides de l'Agence nationale du sport et de la Fédération handisport, le statut d'athlète paralympique requiert des sacrifices financiers. Si la sportive paye les deux tiers du cadre de son vélo, ses sponsors prennent en charge la chaussure moulée spécialement pour son pied, qui coûte entre 700 et 1200 euros. «Je vis moins bien en ce moment que quand j'exerce comme médecin mais j'ai la chance d'être sponsorisée», reconnaît l'égérie LVMH, qui mettra un terme à sa carrière de cycliste et reprendra sa pratique de généraliste libérale après les Jeux.

Double en or aux mondiaux

Quand elle ne sue pas à l'Insep, Marie Patouillet se rémunère en partageant son vécu en entreprise et lors de tables rondes: «Rencontrer des assos dans le sport qui militent pour l'inclusion m'a fait faire le rapprochement avec la médecine, qui n'est pas un lieu inclusif.» Se lasse-t-elle parfois d'être cantonnée à son rôle de cycliste lesbienne aux coiffures parfois loufoques? «On peut me coller toutes les étiquettes, je m'en fiche, ce qui compte c'est la possibilité de partager», pointe l'ambassadrice de la Pride House des Jeux paralympiques.

Trois ans après Tokyo, un vent féministe a soufflé sur l'équipe de France de paracyclisme. Une kiné et une préparatrice mentale ont été recrutées. Des cuissards adaptés à l'anatomie féminine ont vu le jour. «Marie nous a fait grandir sur ces sujets. On était mauvais mais on ne le savait pas. On n'avait jamais eu de nana avec nous dans le groupe. A table, il n'y a plus de conneries, maintenant les gens font gaffe», reconnaît le manager de l'équipe de France Laurent Thirionet. Depuis l'émouvant double en or de la cycliste aux mondiaux sur piste de Rio en mars, leur relation fondée sur des «malentendus» et des «maladresses» s'est apaisée. Certes, Marie Patouillet ne parle jamais de médaille, mais Laurent Thirionet, si. Après toutes ces années de tension, il souhaite qu'elle en décroche une, et pouvoir pleurer à ses côtés.

JULIE LASSALE-SLAMA
Photo CAMILLE MCOUAT



Marie Patouillet en février à l'Insep.



L'angoisse des athlètes si près du bruit

Habitué à concourir dans l'anonymat, les parasportifs vont se retrouver face à des tribunes remplies de milliers de supporters. Une situation à laquelle chacun se prépare.

Le brouhaia ambient, la pression qui monte à mesure que la balle se rapproche du jack, l'explosion de joie du public quand son lancer fait mouche... Tout ça Sonia Heckel, leader de l'équipe de France de boccia, ne l'a jamais vraiment connu. D'ordinaire, même lors des championnats du monde, s'il y a quelques dizaines de personnes dans les gradins pour la voir concourir, c'est déjà une réussite. A partir de jeudi, ils seront jusqu'à 4000 dans l'un des grands halls de la Porte de Versailles à accompagner chacun de ses lancers. Un saut dans l'inconnu qui réjouit l'athlète de 35 ans : *« Je m'attends à une ambiance géniale. J'espère que la salle sera la plus pleine possible, qu'on puisse faire découvrir la boccia à un maximum de monde »*.

Sonia Heckel n'est pas une exception : parmi les 4 400 athlètes qui vont participer aux Jeux paralympiques, seuls les plus anciens, ceux qui ont participé aux Jeux de Londres ou de Rio, ont connu les salles pleines et l'engouement du public. Pour les autres – la grande majorité –, tout cela est nouveau. Bercy bondé, rem-

pli jusqu'au dernier rang ? *«Ouh là, franchement, je n'ai aucune idée de comment ça va se passer, nous soufflait lundi le capitaine de l'équipe de France de basket fauteuil, Audrey Cayol. Ça fait quoi, 14000 personnes, quelque chose comme ça ? J'imagine que ça va nous booster, mais on n'a jamais vécu ça.»*

Ces derniers jours, tous les athlètes nous parlaient d'*"impatience"* et de *"fierté"* à l'idée de concourir devant autant de monde, reconnaissance ultime après des années de travail dans l'ombre. *"J'ai hâte de voir le Grand Palais plein! On avait eu du public lors des championnats d'Europe en mars à Paris, ça nous avait sorti de l'ambiance caلفétre de l'habitude. Moi, ça m'avait galvanisé, limite j'étais trop bouillant"*, raconte l'écrivaine Yohan Peter. A l'inverse, certains appréhendent cette effervescence nouvelle. *"Je crains un peu la ferveur populaire, confiait la paratriathlète malvoyante Annouck Curzillat. J'ai beaucoup travaillé en préparation mentale pour réussir à créer une sorte de bulle qui me protégera de ce brouhaha. J'ai besoin de rester dans mon effort et d'entendre la voix de Julie, ma guide, qui me donne des infos. Tout ce que je passe à côté, il faut réussir à le mettre de côté."*

**«SE FAIRE PRENDRE
PAR L'ÉMOTION»**

La paracycliste Marie Patouillet (*lire pages 3-4*) parle même carrément du «danger» que peut représenter le public une fois sur le vélo: «Malheu-

reusement, en tant que para-athlète, on est peu habitués à avoir du public dans nos compétitions. C'est souvent très vide. Alors le risque, c'est de se faire un peu prendre par l'émotion, de devenir un peu spectateur de sa propre course." L'écrivain Maxime Valet pointe de son côté les éventuelles réactions d'un public qui découvre la discipline, comme ça a pu être le cas aux JO : « Avec un public de supporters plus que de spécialistes, on se retrouve parfois avec des gens qui contestent les décisions arbitrales, parce qu'ils ne connaissent pas les règles. En tant qu'athlète, ça peut être perturbant. »

Alors, depuis des mois, chacun se prépare à sa manière. Le grand classique, mis en place par la plupart des équipes de France : rajouter du bruit de public via des enceintes pendant les entraînements. *« On la beaucoup fait pendant la préparation, on s'entraînait avec un boucan d'enfer, au point de ne même pas pouvoir s'entendre sur le terrain, explique le rugbymen Jonathan Hivernat. On salt que la communication sera compliquée, avec les coachs notamment, alors on a mis en place des panneaux visuels pour qu'ils puissent nous transmettre les consignes. »* Les fédérations de parabadminton, de paratennis de table ou encore de boccia ont aussi ouvert des entraînements au public en demandant à ces spectateurs d'un jour de faire un maximum de bruit pour se rapprocher de l'ambiance de la compétition.

L'enjeu est plus grand encore pour les sports réservés aux malvoyants.

où tout se joue à l'oreille. «*Pendant les entraînements, en plus d'ajouter sur des enceintes le bruit du public, on a mis plein de petits bruits parasites, comme les pleurs d'un bébé, l'ouverture d'un paquet de chips, le cliquetis des photographes... Autant de sons qui pourraient éloigner les joueuses de celui du ballon*», raconte Anthony Plot, le coach de l'équipe de France féminine de football.

**«LE TERRAIN, C'EST
LE REFLET DE LA SOCIÉTÉ.»**

Du côté du cécifoot, on a travaillé certaines séquences avec un ballon de foot non sonore, sans grelot donc, pour anticiper des situations où le bruit du public masquerait celui des clochettes. *«Pendant les actions, les spectateurs doivent être silencieux. Mais on se doute que s'il y a une action décisive de but, les gens risquent de chuchoter, de murmurer, anticipe le footballeur Gaël Rivière. Quand ils sont 12 000 à le faire, ça peut vite faire du bruit.»*

Pragmatique, Toussaint Akpweh, l'entraîneur de l'équipe, ne craint pas les encouragements: «*Le terrain de cécifoot, c'est le reflet de la société. Quand une personne aveugle sort de chez elle, elle ne demande pas aux voitures de se taire, ou aux ouvriers d'un chantier de faire moins de bruit avec le marteau-piqueur. Là ça sera pareil, il ne pourra pas tout maîtriser, il faudra faire avec.*»

SABRINA CHAMPENOIS,
DAVID DARLOY
et JULIEN LECOT
Dessin **COCO**

EDITORIAL

Par
**ALEXANDRA
SCHWARTZBROD**

Magie

Unité, fraternité, sororité, optimisme, confiance, joie... Ces mots nous ont accompagnés pendant toute la durée des Jeux olympiques et ils nous ont sacrément manqué depuis plus de deux semaines que nous avons sombré dans la crise politique. Incertitudes, trahison, fébrilité, colère, chaos, peur... le contraste a été rude entre l'esprit de fête de la première moitié du mois d'août et l'esprit de défaite qui marque la seconde. Les Jeux paralympiques qui démarrent ce jeudi sont donc attendus avec une double impatience. S'entremêlent l'envie de vibrer à nouveau collectivement devant le spectacle d'athlètes cherchant à dépasser leurs différences et à offrir le meilleur de ce que l'être humain peut sportivement donner, mais aussi l'envie d'oublier, l'espace d'une dizaine de jours, les divisions et les cris de colère qui risquent d'assombrir cette rentrée politique, sociale et scolaire.

La cérémonie d'ouverture, mercredi soir sur les Champs-Élysées et la place de la Concorde, a été conçue dans ce but, prolonger la magie des derniers Jeux, faire à nouveau rêver, chanter et danser, saluer sans esprit de conquête ni de surpuissance les drapeaux des délégations du monde entier réunies là pour le seul plaisir du jeu et de la gagne bon enfant. Souvent minores par rapport aux JO, les Paralympiques bénéficient cette année de l'incroyable enthousiasme soulevé par les derniers Jeux, les billets ont fini par s'arracher et il y a fort à parier que les gralins seront quasi tous remplis. De quoi aider aussi à mettre un coup de projecteur sur la place des personnes handicapées dans notre société et les difficultés quotidiennes auxquelles elles sont confrontées, à commencer par l'aberrante et honteuse inaccessibilité du métro parisien. Jusqu'au 8 septembre, quelque 4 400 athlètes vont faire le show, les Français essayant de terminer dans le top 8 mais là n'est pas l'essentiel. Il est dans l'envie d'être ensemble et de surmonter tout ce qui nous sépare, de crier en chœur devant un écran ou dans un stade. ➤

Par
ARTHUR SARRADIN
Envoyé spécial dans le Sud-Liban
Photos **LIVIA SAAVEDRA**

Depuis dix mois, Ali a pris l'habitude d'entendre les frappes israéliennes. Alors que la nuit tombe sur Nabatieh, au Sud-Liban, huit d'entre elles rompent le silence qui enveloppe la ville. Leur écho paraît lointain... c'en est presque rassurant. Avant de descendre au centre-ville, le jeune homme, la vingtaine, a pris avec lui un portrait de son meilleur ami. Lui aussi s'appelait Ali. «*Ali-Lotfi Farran, mort en martyr sur la route de Jérusalem.*» C'est par cette épitaphe apposée sous leur effigie que le Hezbollah désigne ses combattants morts dans la guerre en cours à la frontière depuis le 8 octobre.

«*Il s'est sacrifié pour notre nation*», argue Ali, plongé dans le regard figé de feu son ami. Quand il parle de lui, il ne prononce presque jamais le nom du Hezbollah, qu'il nomme toujours «*al-Muqawama*», la résistance en arabe. «*Parce que pour moi, le Hezbollah, c'est avant tout ce qui nous a libérés de l'occupation*», dit-il. Le jeune homme raconte avec le «*nous*» un temps qui appartient pourtant à ses parents. Celui des vingt-deux années d'occupation israélienne qu'a connues le Sud-Liban jusqu'en 2000. A cette période où naît le Hezbollah, des communistes, des sunnites, des laïques s'opposent à la présence israélienne et se revendiquent aussi de la «*résistance*». L'occupation, son ami Ali-Lotfi non plus ne l'avait pas vécue, pas plus que la génération de jeunes hommes partis se sacrifier à la frontière depuis octobre. «*Mais je sais que le Hezbollah a sauvé les gens et cette terre*», jure Ali. Dans le sud du pays, où les étendards du parti-milice bordent l'entrée de la plupart des villages, le Hezbollah s'est imposé sur le territoire, mais aussi dans les récits. Impossible alors de comprendre son pouvoir sans plonger dans les mémoires du Sud-Liban.

TERRITOIRE PAUVRE

Ce soir du 16 juillet, à Nabatieh, Ali participe à la dernière nuit d'Achoura, un rite fondamental pour les fidèles chiites. Des hommes, longues files de silhouettes noires, habillent les rues. Ils frappent leur torse au rythme de la *latmyeh*, ces poèmes récités pour commémorer la mort de l'imam Hussein, figure centrale du chiisme tué à Karbala en 680. Au-devant d'un cortège, un groupe récite des vers qui ne s'entendent ni en Syrie ni en Irak, héritage d'une tradition orale chantée dans le Sud-Liban depuis des décennies.

Ali se trouve à quelques rues de là. Dans un cortège plus imposant, d'hommes et de femmes, où sur les tenues noires tranche une écharpe jaune vif, couleur du Hezbollah. Le parti-milice est ici sur ses terres et donne à la tradition un ton plus politique. En défilé ordonné, le Hezbollah fait étalage de ses différents visages : les scouts qui encadrent

sa jeunesse, sa Société islamique de santé, son Comité des femmes... En tête, un groupe d'hommes scande «*Dieu, protège pour nous Hassan Nasrallah [chef du Hezbollah, ndr]!*» en brandissant chacun le portrait d'un des 360 combattants morts ces derniers mois. «*L'imam*

Hussein s'était aussi sacrifié pour la liberté, commente Ali d'un ton calme. *On fait la même chose à la frontière. Parce qu'ici, dans le passé, il a fallu résister pour arrêter d'être des esclaves au Jabal Aamel.* Le «*Jabal Aamel*» dont il parle est le nom historique du Sud-Liban.

En 1923, alors que le mandat français dessine les frontières du pays, le Sud est un territoire pauvre sous la coupe de riches seigneurs. Les chiites y composent alors les masses laborieuses utilisées pour cultiver la terre. Dans la jeune nation libanaise centralisée autour

Sud-Liban Le Hezbollah en maître du jeu

Depuis sa création dans les années 80, le parti-milice chiite profite d'un pouvoir hégémonique dans cette partie du pays. Alors que la guerre fait rage, plongée dans les mémoires de la région, le long de la frontière avec Israël.

REPORTAGE



Mohammad et sa grand-mère Em Nabih, à Safad el-Battikh, le 19 juillet.



Le cortège du Hezbollah démarre lors

de Beyrouth et sa montagne, le Sud-Liban évolue en marge. Un isolement que le Hezbollah a compensé, bien plus tard, en profitant d'un système confessionnel qui a consacré le pouvoir des anciennes milices au sortir de la guerre civile. Depuis sa naissance dans les années 80, lors de l'occupation israélienne, le Hezbollah a mis en place son propre système d'écoles, d'hôpitaux, de retraites... On le décrit souvent comme un «*Etat dans l'Etat*», mais en réalité, il est plutôt devenu un «*contre-Etat*», dont tout le système parallèle se reflète dans l'Achoura de Nabatieh. Et c'est sur cette marge et ce système que le Hezbollah a ensuite construit sa légende.

DERNIER BOULIER

«*J'ai été blessé hier.*» Mohammad a 13 ans. Voilà deux jours que l'Achoura a pris fin et que son village de Safad el-Battikh, près de la frontière, a été visé par l'artillerie israélienne. Dans la soirée du 18 juillet, deux membres du Hezbollah ont été tués dans un immeuble qui n'est désormais plus qu'une surface aplatie de décombres. Entre le bitume et le fer torsadé, des gosses du quartier glanent des livres, des tapis encore intacts... Mohammad, lui, fait mine d'ignorer



du rite d'Achoura. Les participants brandissent chacun le portrait d'un des 360 combattants morts ces derniers mois. A Nabatieh, le 16 juillet.

«Vous savez, on ne soutient pas tous le parti-milice, mais ici, on soutient tous la résistance.»

Amer habitant de Safad el-Battikh

unies ne reconnaissent pas la souveraineté israélienne, que le Hezbollah a tiré sa première roquette le 8 octobre. Une frappe revendiquée avec l'exaltation d'une «résistance à l'occupation». Celle avec laquelle il justifie de garder son arsenal.

Dans une demeure cossue de Rmeish, village à majorité chrétienne près de Jbeel el-Arab, le père Najib garde un dossier de paperasses administratives. En col blanc et avec son air débonnaire, il tire un papier de son fatras. «C'est un cadastre de mes champs, ils vont jusqu'à la frontière, dit-il. Tout le monde ici en possède.» Mais comme beaucoup aujourd'hui, le père Najib fait attention avant de s'y rendre. «Il y a quelque temps, j'y ai trouvé des missiles du Hezbollah ensevelis et recouverts d'une bâche», confesse-t-il, l'air gêné. Dans le village, des habitants racontent même avoir des champs de l'autre côté de la frontière, rendus inaccessibles depuis des décennies par le tracé du mur frontalier. «Mais on ne va pas faire la guerre pour quelques hectares», assure Joseph, qui préfère rester anonyme par peur de s'attirer des ennuis. Les minorités chrétiennes du Sud-Liban se déclarent «contre la guerre» et ne font souvent pas secret de leur hostilité envers le Hezbollah. La mémoire de la région y est à l'image du pays: dissonance. Beaucoup de ces villageois chrétiens ont retenu de l'histoire la présence du Fatah dans les années 70 et les affrontements meurtriers avec les Palestiniens, plutôt que l'occupation israélienne avec laquelle certains ont collaboré. «On ne vit pas dans le même Liban», résume Joseph.

Ces mémoires sont sans doute la clé pour comprendre l'hégémonie du Hezbollah. Sa force s'explique certes par l'argent de son parrain iranien, son arsenal. Mais ces deux facteurs seuls laissent le puzzle incomplet. En réalité, le parti-milice se développe dans l'entre-deux d'un paradoxe libanais. Dans le système confessionnel du pays, les manuels scolaires s'arrêtent à la date de l'indépendance, en 1943, et ne s'accordent ensuite sur aucun passé commun. Au Liban, l'histoire, abandonnée aux récits sectaires, n'a pas d'importance puisqu'elle n'est pas écrite. Et c'est sur le bas-côté des traumatismes vécus à des kilomètres de la capitale que le Hezbollah s'est érigé. Une hégémonie bâtie en zone grise, en parallèle d'un mirage: celui de l'Etat libanais. Là où ce mirage prend fin, commence son pouvoir. ◀

la scène en tripotant la compresse collée à sa nuque. Il rentre chez lui dans une maison voisine. Toute la famille est réunie dans le salon dépeuplé, autour de la grand-mère Em Nabih, qui tremblote. «Elle ne veut pas s'en aller, explique son fils. Nous, on voulait fuir le village, mais quand on voit qu'une femme de 80 ans veut rester, on a un peu honte. Donc on s'est ravisé.» Amer, un autre homme de la famille reprend: «On connaissait les deux gars tués, c'étaient des enfants du pays.» Son regard croise un instant un portrait de Nasrallah qui trône sur un buffet. «Vous savez, on ne soutient pas tous le Hezbollah, mais ici, on soutient tous la résistance», ajoute-t-il. Auprès des civils, le Hezbollah revendique souvent faire partie d'une «société de résistance». Plutôt que de défendre son projet politique aux contours brumeux, il se positionne d'abord comme le dernier bouclier d'un Sud-Liban où l'armée libanaise est absente. L'enjeu est simple: brasser large. N'être ni totalement islamiste pour s'adresser aux autres confessions ni totalement libanais pour s'inscrire en puissance régionale de l'axe iranien. Dans les faits, le Hezbollah jongle avec les contraintes, les armes et le jeu démocratique,

le confessionnel et le nationalisme... Toute sa force vient de son ambiguïté.

Dans la maison, Amer désigne quelques fenêtres brisées et se rassure: «Le Hezbollah paiera les réparations après la guerre... comme en 2006.» Mais pour le moment,

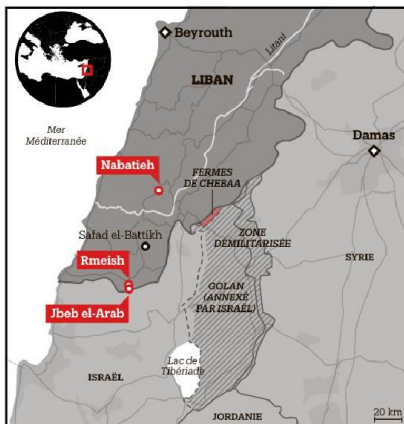
à Safad el-Battikh, seuls les portraits des deux «martyrs» ont été accrochés sur l'avenue principale. L'enjeu pour le Hezbollah n'est pas seulement de marquer son territoire: en plus des prises de parole de son leader, de ses écoles, de ses rassemblements, le Hezbollah

transforme ses bastions en sorte de société-mémorial au service de sa rhétorique. A chaque village, il construit symbole après symbole l'hégémonie de son récit.

«MISSILES ENSEVELIS»

A Jbeel el-Arab, le bruit des frappes est plus soudain, la guerre plus frontale. «Si vous regardez bien, on arrive à distinguer la frontière, explique Georges, un quinquagénaire, depuis le champ de tabac qu'il cultive. Ici, il y a les collines israéliennes: c'est tout vert. Et à côté, les collines marron qui ont été incendiées, c'est le Liban. Si c'est cramé, c'est à nous!» plaisante-t-il. La frontière n'est qu'à quelques centaines de mètres de là, où s'arrête son champ. Impossible d'approcher plus, l'armée israélienne tire tous les jours aux abords du mur de séparation au semi-automatique pour dégager la zone.

Depuis des décennies, les habitants du Sud-Liban ont leur destin lié à cette frontière. Une ligne invisible au fondement de toute la rhétorique du Hezbollah. Car à la fin de l'occupation israélienne, le parti-milice a juré de récupérer des territoires disputés, le plus symbolique étant celui des «fermes de Chebaa». C'est sur ce carré de terre, où les Nations





A Loikaw, dans l'Etat stratégique de Karenni en Birmanie, lors d'affrontements entre la junte militaire et la résistance armée en novembre 2023. PHOTOS SIEGFRIED MODOLA

BIRMANIE «La junte militaire n'hésite pas à tout détruire»

Après la reprise de Loikaw lundi par l'armée, Khun Bedu, à la tête de l'un des plus importants groupes de résistance au général Min Aung Hlaing, les KNDF, décrit les difficultés humaines provoquées par cette guerre et le manque de munitions. Sans perdre l'espoir de reprendre le dessus.

Par
ARNAUD VAULERIN
Envoyé spécial à la frontière
birmano-thaïlandaise

La joie des commémorations a été de courte durée. Quelques heures après avoir célébré le troisième anniversaire de la création de la police de l'Etat Karenni par la résistance à la junte, Khun Bedu a appris que ses troupes devaient se retirer de la capitale de l'Etat, Loikaw, et se préparer à de nouveaux combats. Dans ce qui ressemble à une opération de reconquête, l'armée birmane avance également vers la ville voisine de Demoso, avec l'aide de milices suppléves.

Agé de 40 ans, Khun Bedu est le président de la Force de défense des nationalités karenni (KNDF), l'un des principaux et plus puissants groupes de résistance armée formés en réaction au coup d'Etat militaire de février 2021. Les KNDF, qui opèrent sous le commandement de l'Armée karenni fondée en 1948, visent à regrouper toutes les forces de jeunesse de la région afin de lutter plus efficacement contre la junte du général Min Aung Hlaing. Elles contrôlaient jusqu'à présent une bonne partie de l'Etat même si les forces putschistes restent bien présentes au cœur des villes. Environ 90 % des 200 000 habitants ont déjà été chassés par les combats.

Chef de guerre, Khun Bedu est également un dirigeant politique

qui œuvre à la construction d'institutions démocratiques pour le très stratégique et plus petit Etat de l'Union birmane. Il a longtemps été un militant des droits de l'homme. Arrêté et torturé par la junte, il a été condamné à trente-sept ans de prison avant d'être gracié en 2012, quand la Birmanie s'enfrait à la démocratie. Il décrit les dernières opérations dans le nord de l'Etat Karenni et revient sur les manques et les faiblesses de la résistance dans ce combat de longue durée contre la junte. Avant d'annoncer l'ouverture d'une troisième phase d'actions.

Quelle est la situation aujourd'hui sur le front des combats dans l'Etat Karenni, dont Loikaw, la capitale, a été reprise par l'armée birmane lundi ?

Nous avions pris une grande partie de Loikaw après le début de l'opération 1027 [en octobre, ndr]. Mais en juillet, nous avons dû nous retirer du centre-ville et gagner la périphérie de la capitale. Les troupes de la junte ont continué à avancer, nous avons dû à nouveau reculer lundi.

Il était préférable de battre en retraite plutôt que de perdre des hommes ?

Oui, mais nous continuons à nous battre et la situation reste très mouvante. Il est préférable de changer de stratégie face à l'armée du SAC [conseil d'administration de la junte] qui se dirige également vers Demoso, à une vingtaine de kilomètres de Loikaw. Elle essaie d'y pénétrer depuis qu'elle a pu relier tous ses bataillons dans la région. Elle contrôle mieux les routes pour acheminer les munitions et l'artillerie qui ne sont pas faciles à transporter par hélicoptère. Nous combattons avec des snipers, des embuscades et des blocages de routes et de carrefours, en tentant de profiter de la saison des pluies. Mais il y a des accrochages tous les jours désormais.

Comment expliquez-vous la perte de Loikaw, que vous contrôliez en grande partie il y a quelques semaines ?

L'armée a pu avancer car avec la nouvelle conscription forcée instaurée en février, elle a déployé 500 nouvelles recrues réparties entre une dizaine de bataillons ces dernières semaines. Mais il y a deux autres éléments qui expliquent cela. D'abord, s'il n'a pas été très difficile de faire reculer le SAC à Loikaw l'année dernière, il a été plus compliqué de tenir sur une longue période. La junte militaire est capable, elle, de frapper lourdement, d'utiliser l'aviation, les drones ou les munitions et n'hésite pas à tout détruire. L'autre explication concerne les munitions. Si nous combattons plus longtemps, il faut des moyens et une organisation pour les munitions et les ravitaillements. Ce problème logistique doit donc être vite résolu. Nous n'avons pas eu d'expérience similaire dans le passé, mais maintenant il s'agit d'être moins inquiet et de se préparer, puis repartir. Cette fois-ci, nous n'abandonnerons plus.

En quoi Loikaw, et plus globalement l'Etat Karenni, restent emblématiques dans cette guerre de résistance ?

L'armée met les moyens dans l'Etat Karenni car elle ne peut pas se permettre de perdre une nouvelle capitale d'Etat, après avoir été contrainte de se retirer de Lashio [la capitale de l'Etat Shan, au nord de l'Etat Karenni], début août. Si Loikaw tombe à son tour, ce sera très mauvais pour elle. Elle ne peut pas laisser faire. Et la région est stratégique : elle relie le nord et le sud du pays et elle est très proche de la capitale Naypyidaw [environ 150 kilomètres à l'ouest]. Les dirigeants du SAC prennent les choses très au sérieux et mènent donc des opérations musclées contre nous. A plusieurs reprises, ils ont envoyé des renforts de l'Etat Shan et de la région de Naypyidaw.

La force est du côté de l'armée birmane ?

Je ne parlerais pas de force. L'armée a manqué de main-d'œuvre elle aussi. Elle a eu des problèmes de munitions, même si, bien sûr, c'est beaucoup plus simple d'en récupérer pour elle. C'est pourquoi la guerre ne fait que se prolonger. La révolution prendra beaucoup plus de temps que prévu.

Quel est votre principal manque : l'argent, les armes ?

Nous manquons beaucoup de munitions. Bien que nous soyons capables d'obtenir des armes d'un endroit à l'autre, nous n'arrivons pas à nous procurer les munitions en quantité. Au début de la guerre, nous avons commencé par quelques milliers de balles, puis lorsque nous avons démarré les grandes attaques, nous pouvions en obtenir une certaine, voire quelques centaines de milliers. Mais en réalité, ces opérations et cette guerre nécessitent des millions de munitions et de différents modèles. Notre objectif principal est d'en sécuriser des millions et des



millions afin de les conserver sur une longue période.

D'où viennent-elles ?

Elles proviennent de différents endroits de Birmanie. Certains groupes armés sont en mesure de se les procurer. Nous en achetons au marché noir et nous en récupérons beaucoup dans les stocks du SAC quand nous prenons leurs positions. Bien entendu, nous poursuivons la collecte de fonds, mais les marchands d'armes et les courtiers augmentent constamment les prix. **Au-delà de la question des munitions, les KNDF peuvent-elles tenir avec 22 bataillons et 7000 soldats ?**

Nous sommes un peu plus nombreux : 30 bataillons et 8000 hommes à l'heure actuelle. Mais oui, il y a des hauts et des bas. Parfois, les gens s'arrêtent pour des raisons de pénurie, de revenus. Nous essayons d'enrôler plus de personnes, mais

nous ne pouvons pas les payer et certains doivent par ailleurs cesser de se battre pour travailler et faire vivre leur famille. Nous leur procurons de la nourriture quand ils servent dans nos rangs, l'arme, les munitions et bien sûr les autres besoins tels que les médicaments. **Finalement, les KNDF sont-elles un groupe révolutionnaire, une nouvelle armée en puissance à côté de l'Armée karenni et des autres forces de défense du peuple ?**

Il s'agit d'une organisation de la résistance engagée contre la dictature et qui s'engage aussi à réformer l'armée. Nous ne nous contentons pas de combattre. Après avoir éliminé le gouvernement central, les troupes ou le gouvernement militaire de notre région, nous le remplacerons par un gouvernement civil et selon des principes démocratiques. Nous sommes des résistants. Nous

essayons d'unir toutes les forces de combattants, de milices et des armées afin de les intégrer dans une seule et même armée au service du gouvernement. Le nom officiel sera changé : les troupes de l'Etat Karenni ou les troupes de l'Etat Karenni unifié, ce sont les noms dont tout le monde parle.

Comment gérez-vous les prisonniers que vous avez faits depuis plusieurs mois ?

C'est une situation très difficile. Nous avons actuellement plus de 500 prisonniers, dont des criminels de guerre. Le principal défi est le manque de nourriture et le manque de sécurité pour ces personnes. Mais il y a de notre crédibilité et de notre réputation pour continuer à défendre et à promouvoir les droits humains. Ils ont le droit de rester en vie. Je ne peux pas penser que l'on puisse renoncer à ce principe. Nous ordonnons à nos troupes en première ligne de ne pas tuer ceux qui se rendent, notamment depuis l'instauration de la loi sur la conscription en février. Il y a déjà eu la défection d'une dizaine de personnes, parce que nous avons, je crois, cette réputation. Et nous l'utilisons d'ailleurs pour inciter les militaires que nous encerclons à se rendre.

Est-il difficile de faire comprendre la nécessité de respecter des principes de droits de l'homme ?

C'est très, très difficile. Nous avons déjà perdu environ 400 soldats. Ce n'est donc pas facile de justifier, de pardonner. Il peut y avoir des mauvais traitements, mais dès que nous les découvrons, nous les stoppons. S'agissant des gens qui font défection, ils s'attendent à beaucoup plus : un loyer, un poste, de l'argent. Par le passé, certains groupes ont donné environ 3000 à 4000 dollars [2700 à 3600 euros] pour le retour à la vie civile. Mais nos ressources sont trop limitées pour le faire aujourd'hui. Lorsque ces déserteurs arrivent chez nous, le manque de confiance les isole et le manque de financement les met dans une situation encore plus précaire. Certains s'enfuient à nouveau.

L'opération 1027, à l'automne, a changé la donne en faveur de la résistance. La fin de la junte n'est-elle plus qu'une question de temps ?

Il faudra beaucoup de temps et d'efforts pour parvenir à détruire les institutions et les structures du SAC. Nous, nous allons nous développer de plus en plus. Après le lancement de l'opération 1027 en octobre et la prise de Lashio en août, l'opération de la résistance va se poursuivre avec une troisième phase. Elle va intégrer un plus grand nombre de personnes et prendre de plus en plus d'ampleur. Mais la chute de l'institution militaire reste pour l'instant imprévisible, même si de nombreuses pressions extérieures ou même une révolution interne s'exercent contre les putschistes, ils peuvent encore se maintenir. C'est donc une question de temps, mais aussi de ressources. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que nous, les groupes révolutionnaires, ne sommes pas pressés de dialoguer ou de négocier avec le SAC, ce qui est très satisfaisant.



Une unité de soldats karenni traverse le fleuve Salouen, en novembre 2022.

Olivier Faure

«Les socialistes ne seront pas les supplétifs du macronisme»

Le premier secrétaire du PS défend la position du NFP, qui rejette tout dialogue avec l'Elysée depuis le refus de nommer Lucie Castets à Matignon. Les universités d'été socialistes, ouvertes ce jeudi, pourraient être la scène d'une fronde interne.

INTERVIEW

Recueilli par
CHARLOTTE BELAÏCH
et **SACHA NELKEN**
Photo **CHA GONZALEZ**

C'est reparti pour un tour. Alors que le Parti socialiste lance ce jeudi 29 août ses universités d'été à Blois, revolla la maison rose en proie aux divisions. Depuis le refus d'Emmanuel Macron de nommer Lucie Castets à Matignon, l'opposition interne à Olivier Faure appelle à poursuivre les discussions avec le chef de l'Etat. Une position à rebours de celle du premier secrétaire, qui rejette une reprise des échanges avec l'Elysée. Considérant que les querelles internes du PS ne sont pas à la hauteur de la crise politique, le député de Seine-et-Marne martèle à *Libé* que son parti ne se compromettra pas avec le macronisme. Tout gouvernement bâti sur un principe de continuité de la politique mise en place ces sept dernières années sera censuré, prévient-il également.

Deux jours après la décision de Macron d'évacuer l'hypothèse Castets à Matignon, refusez-vous toujours de revenir à la table des négociations ?

Nous refusons de participer aux consultations dont le seul objectif est de fracturer le NFP. Le Président cherche à bâtir une majorité qui repose sur les groupes battus lors des élections législatives. Les socialistes ne seront pas les supplétifs du macronisme. L'hypothèse d'un gouvernement qui ne reviendrait pas sur la réforme des retraites, de l'assurance chômage, qui ne lutterait pas

contre les inégalités salariales, qui ne prendrait pas à bras-le-corps le réchauffement climatique, n'est pas envisageable. Nous avons été élus pour redonner des raisons d'espérer à tous ceux qui ont souffert ces sept dernières années de la politique menée.

Mais pour infléchir la ligne, ne faut-il pas justement négocier ? Il n'y a pas eu de négociation. Il n'y a qu'une entourloupe d'un Président qui cherche à imposer un nom derrière lequel nous serions sommés de nous aligner. Sur quelle base ? Personne ne le sait. Emmanuel Macron ne cherche pas à assurer la stabilité du pays mais la sienne. Son rôle constitutionnel n'est pas de choisir les coalitions. Il se limite à appeler la force arrivée en tête. Charge à elle de négocier ensuite une majorité élargie ou des majorités texte par texte.

Certains dans votre famille politique demandent la reprise des discussions. Que répondez-vous ?

Après notre bureau national et la réunion de groupe de nos députés, nous sommes dans une convergence de vues sur le fait que nous censurerons tout gouvernement qui assurerait la prolongation du macronisme.

C'est une formulation qui reste floue. Que veut dire concrètement «un gouvernement qui serait dans la prolongation du macronisme» ?

Un gouvernement qui ne reviendrait pas sur les injustices nées des sept années passées. La social-démocratie, modèle nordique, c'est surtout un lien entre les partis de

gauche, les organisations syndicales et la société pour obtenir des avancées sociales et démocratiques. C'est la création d'un rapport de force à partir duquel peuvent se nouer les compromis. La social-démocratie n'a pas pour vocation de servir de béquille au macronisme.

Cela veut dire qu'un gouvernement dirigé par Bernard Cazeneuve serait censuré par le PS ?

Ce n'est pas une question de personne. On peut avoir de l'estime pour un ancien Premier ministre et un ancien compagnon de route, mais ce n'est pas le sujet. La question, c'est avec quel soutien et pour quoi faire ? A l'évidence aujourd'hui, n'importe quel Premier ministre, quelles que soient son histoire ou ses convictions, sera à la fois l'otage du chef de l'Etat et des groupes de droite qui le soutiennent. Il n'aura aucune autonomie. On a bien compris qu'Emmanuel Macron souhaitait un «parfum de cohabitation». Mais un parfum, ce n'est pas la cohabitation.

Contrairement aux insoumis, vous avez décidé de ne pas appeler à la manifestation du 7 septembre, pourquoi ?

Je comprends que des gens souhaitent exprimer leur colère, leur déception, leur incompréhension, leur exaspération face à un pouvoir qui n'entend rien ni personne. Nous participerons en fin de mois aux manifestations organisées par les syndicats. En attendant nous mènerons le débat à l'échelle parlementaire. Dans ce cadre-là, nous aurons l'occasion de censurer le probable gouvernement macroniste

et ensuite nous reviendrons à la table des discussions.

Manuel Bompard a annoncé le dépôt d'une procédure de destitution. Vous ne souscrivez-toujours pas à la démarche ?

Non. D'abord parce qu'elle remet le chef de l'Etat au centre et lui permet de se victimiser. Ensuite, parce qu'au lieu d'affaiblir le Président, le résultat sera de le renforcer puisqu'il faut deux tiers des voix à l'Assemblée et au Sénat pour aboutir, ce qui est évidemment inatteignable. Je ne vois pas l'intérêt, sinon celui d'un coup de communication sans lendemain.

Avez-vous le sentiment qu'Emmanuel Macron tente de diviser le PS ?

Il vit dans l'illusion de fracturer le PS et la gauche. C'est assez vexant qu'il puisse imaginer qu'un socialiste puisse tomber dans un piège aussi grossier. Si le NFP se divise, la majorité relative passe à droite. Si nous voulons, nous socialistes, redevenir le pivot de la gauche – ce que je souhaite – notre devoir est de maintenir l'unité de la gauche, aussi imparfaite soit elle.

La maire de Vaulx-en-Velin, Hélène Geoffroy, une de vos opposantes en interne, parle d'un PS «au bord de la rupture». Vous avez la même analyse ?

Au bureau national personne n'a parlé de rupture. Tous les socialistes soutiennent le NFP et considèrent que nous ne pouvons pas devenir les supplétifs de la macronie.

La mise en scène de vos divisions ne renforce-t-elle pas Emmanuel Macron ?

Olivier Faure
mercredi.

Malheureusement. Comment peut-on être aussi loin de l'intérêt général ? Comment peut-on donner la priorité à un débat entre courants du PS ? Vous croyez vraiment qu'il y a des gens qui se demandent qui dirigera le PS dans un an ? Non, la question que les gens se posent, c'est «qui va diriger la France ?». Je me lasse, comme les



A l'Elysée, la poursuite des discussions et le pari des dissensions

La reprise des échanges à l'Elysée n'a apporté mercredi aucune issue. La gauche comme la droite sont confrontées à des tensions internes autour des stratégies adoptées.

Frustré alors qu'il n'attendait rien, ou si peu. Déplorant, à sa sortie de l'Elysée, un échange «décevant», Laurent Wauquiez, le chef de file de la droite, a écriellé mercredi l'absence chez Emmanuel Macron de «véritable projet pour les Français» et de «vision de ce que serait un programme gouvernemental». Flanqué d'Annie Genevard et de Bruno Retailleau, le député de Haute-Loire lui a demandé de cesser de «procrustiner» et de nommer enfin un Premier ministre. Quarante-quatre jours après la démission de Gabriel Attal, le chef de l'Etat poursuit sa laborieuse quête, enchaînant les discussions. Péniement, assène Retailleau. «Il n'y avait aucun élément de plus, regrette le sénateur LR. Ça n'avancait à rien. Il n'a pas donné de noms, le calendrier reste flou.»

La droite n'avait rien de nouveau non plus à soumettre au Président. «Les positions des uns et des autres sont connues», a campé Wauquiez, accroché à son «pacte législatif» présenté en juillet. A ses côtés, Genevard a défendu l'idée d'un «travail collaboratif avec le futur gouvernement», sur les bases défendues par son camp. Retailleau a bien tenté de sonder le chef de l'Etat sur les propositions de la droite... Mais «il est toujours d'accord avec son interlocuteur. Il est agile!»

«**Courage.**» «Le Président salue le fait qu'ils soient venus de manière républicaine», commente, grand seigneur, un conseiller de l'Elysée, après le départ de la délégation de droite: «Il les recevait en tant qu'arbitre. C'est au Premier ministre qu'il reviendra de bâtir la majorité et le contrat de gouvernement. C'est peut-être ça qui explique leur déception!»

S'il exclut toujours une participation gouvernementale, l'esprit déjà tourné vers 2027, Wauquiez sait qu'il compte des détracteurs internes. A l'Assemblée comme au Sénat, certains réclament une large coalition, comme Philippe Juvin ou Roger Karoutchi. Même l'ex-président du groupe, Olivier Marleix, pourtant anti-macroniste pur jus, avait plaidé début juillet pour la nomination d'un Premier ministre issu de son camp. «Ce que

dit Wauquiez n'est pas représentatif de tous les LR», pointe Hervé Marseille, patron de l'UDI, allié du bloc central. La ministre de la Culture démissionnaire, Rachida Dati, prône aussi ce rapprochement. «Les Français sont sensibles au courage, ils n'aiment pas la fuite», a-t-elle lâché mercredi sur France Inter. Rejoindre un gouvernement central, pointe Retailleau, ne résoudrait pas le casse-tête: «Le "en même temps" ne mène à rien. Et arithmétiquement, ça ne fait pas 289 députés.»

Puzzle. Au fil de ces consultations à l'aveugle, le brouillard se dissipe-t-il à l'Elysée? Au sein du bloc central, certains observent avec inquiétude les tergiversations d'un Président «un peu paumé». Et s'interrogent sur le sens des entretiens prévus jeudi, avec Carole Delga et Renaud Muselier, puis avec le président de l'association des maires de France, David Lisnard (LM). Pourquoi mêler les grands élus locaux au microm parlementaire? «C'est une façon d'avoir deux présidents de région qui incarnent deux tendances, un ex-RPR devenu Renaissance, une socialiste capable de construire. Ce n'est pas du protocolaire», défend un proche de Muselier. D'autres veulent croire qu'en dépit des apparences, le chef de l'Etat procède méthodiquement. Après avoir balayé l'option Lucie Castets amenée par le NFP, «il évacue successivement les hypothèses, c'est une sélection par élimination», justifie le sénateur Hervé Marseille, qui décèle des signaux faibles: «Emmanuel Macron laisse la nature faire son œuvre. A gauche, comme à droite, ça commence à bouger.» Les macronistes se délectent de voir le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, chahuté par ses deux courants minoritaires. Notant que les socialistes se divisent sur la conduite à tenir vis-à-vis d'un gouvernement mené par une personnalité de gauche, des partisans du Président y voient un coup à jouer. Si l'ambition n'est plus de dénicher une coalition majoritaire dans le puzzle de l'Assemblée nationale, l'idée est du moins de trouver un Premier ministre qui ne brague pas illico une majorité de députés comptant le censurer. Les socialistes oseraient-ils ainsi renverser Bernard Cazeneuve sans lui laisser sa chance à Matignon?

En attendant la fumée blanche, l'écosystème bruisse toujours de la même petite liste de Premier-ministres. «Mardi la cote de Didier Migaud était haute puis est redescendue, comme celle de Xavier Bertrand. Aux dernières nouvelles, c'est Bernard Cazeneuve qui avait le vent en poupe», s'amuse un député EPR. Entre une pause diplomatique-sportive pour assister à la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques, mercredi, et son départ pour la Serbie ce jeudi, Macron maintient qu'il tranchera vite. D'ici dimanche soir, a-t-il glissé à un ministre démissionnaire.

VICTOR BOITEAU et LAURE EYU

«Emmanuel Macron laisse la nature faire son œuvre. A gauche, comme à droite, ça commence à bouger.»

Hervé Marseille président de l'UDI

millitants, de ces jeux qui affaiblissent le Parti socialiste et donnent un angle d'attaque à toutes celles et ceux qui rêvent de notre disparition. **Comme Raphaël Glucksmann, est-ce que vous appelez à tourner la page Mélenchon? A négocier des compromis?** L'ensemble du NFP est prêt à des compromis. Il n'y a que Mélen-

chon qui à 20 h 03 le 7 juillet – peut-être dans l'euphorie du résultat – a expliqué que ce serait «tout le programme, rien que le programme». Avec une majorité relative, c'est forcément impossible. Sauf à expliquer que l'objectif est de se faire battre au bout d'une demi-heure et de repartir sans rien avoir obtenu.

Les universités d'été du PS s'ouvrent ce jeudi. Quel message allez-vous porter?

Celui que nous avons porté tous ensemble pendant les élections législatives. Le Parti socialiste a été unanime pour soutenir le programme du NFP et l'ensemble de ses candidats. C'est grâce au NFP que nous avons conjuré la menace de l'ex-

trême droite. Le front républicain constitué entre les deux tours de l'élection législative a certes montré qu'une fois encore, dans un réflexe magnifique, les Français ne se résolvaient pas à voir gouverner l'extrême droite. Mais ne confondons pas suris et sursaut. Répit et repos. J'ai parfois le sentiment que depuis le 7 juillet, les com-

portements dénotent une forme de relâchement. Le soulagement a laissé place au détachement. Comme si la menace avait disparu et qu'il était possible de reprendre nos mauvaises habitudes. Plus que jamais nous devons faire la démonstration de notre capacité à changer la vie. Je suis déterminé à offrir aux Français ce visage des socialistes. ➤

RETOUR DE CAMAÏEU A vos marques, prêts, portez

Liquidée en 2022, la marque de vêtements renaît ce jeudi après avoir été rachetée par le leader français de l'habillement masculin Celio, qui entend étoffer son offre dans un marché de l'habillement dominé par les géants étrangers.

Par
FRANCK BOUAZIZ

Dans le textile, comme en politique, on peut renaître et faire un come-back plutôt inattendu. Ce jeudi, l'enseigne de vêtements féminins Camaïeu fait son retour dans douze magasins de la chaîne d'habillement pour hommes Celio, désormais propriétaire de cette marque phare des années 80. La collection comprendra 500 références vendues au prix moyen de 30 euros. Objectif : reconquérir les clientes historiques désireuses de trouver dans la même boutique un tee-shirt, une jupe, un pantalon et un chemisier assortis. Le PDG de Celio, Sébastien Bismuth, mise sur la notoriété de l'enseigne : «Camaïeu c'est 94 % de notoriété. Certes la marque a été abîmée dans l'écosystème parisien, mais elle suscite un engouement au-delà de ce que l'on pouvait imaginer.» Le nouvel actionnaire de Camaïeu a donc investi entre 15 et 20 millions d'euros pour financer principalement les nouveaux recrutements et les commandes, afin d'étoffer la gamme de Celio, uniquement présent dans l'habillement masculin. «Les grandes entreprises du secteur, comme Zara, H&M ou Uniqlo, ont une offre pour l'homme et la femme. Nous aurions pu créer Celio Women, mais nous sommes tellement identifiés sur le vêtement masculin que les femmes ne seraient pas entrées dans les magasins et les hommes n'auraient pas compris», analyse Sébastien Bismuth.

Pour l'heure, Camaïeu, renommé «be camaïeu», sera présent dans dix magasins Celio sous forme d'espaces dédiés. Seules deux boutiques seront 100 % dédiées à la marque : une à Compiègne (Oise), dans un ancien magasin historique de l'enseigne, et une autre, éphémère, à Vélizy (Yvelines). La fabrication se fera là où Celio est déjà en affaire avec ses propres sous-traitants : au Bangladesh, majoritairement, et dans le bassin méditerranéen. Histoire de coller à l'air du temps social et environnemental, des collections «capsules» (de petites séries vendues sur un laps de temps court) 100 % produites en France sont prévues. Du côté des salariés, le rachat de la marque Camaïeu par Celio a d'abord été une surprise : «Nous l'avons quasiment appris par la presse, il fallait visiblement que l'opération reste discrète afin que le prix de vente ne monte pas. Il y avait plusieurs candidats au rachat», détaille John Pespega, délégué central CGT chez Celio. «Si ça marche, espère le responsable syndical, l'augmentation de chiffre d'affaires permettra de nouveaux recrutements.»

Patrick Puy, un manager appelé au chevet des entreprises en difficulté et spécialiste du commerce de détail, s'est penché avec attention sur l'opération Camaïeu menée par Celio. Il demeure un peu circonspect : «Je suis à la fois dubitatif et admiratif.» Une manière de saluer cette audacieuse relance sans pour autant minimiser le risque, compte tenu de la fragilité endémique du secteur du commerce de vête-

ments de moyenne gamme. De nombreuses enseignes ont pris ces derniers temps le chemin du tribunal de commerce pour déposer leur bilan : Kookaï, Naf Naf, Caroll ne pouvaient plus, avec leurs magasins peu nombreux et de petite taille, rivaliser avec des blockbusters venus du Japon ou d'Espagne et capables d'ouvrir des mégamagasins aux meilleurs emplacements dans les grandes métropoles.

VENDU À LA DÉCOUPE

Malgré la success story des débuts, Camaïeu n'a pas non plus résisté à cette lame de fond. Fondée en 1984 par Jean-Pierre Torck, Jean Duforest et Nicolas Boulanger, trois anciens cadres du groupe familial Mulliez, propriétaire d'Auchan ou Leroy Merlin, l'entreprise a rapidement rencontré sa clientèle de femmes soucieuses de trouver des vêtements

«Camaïeu c'est 94 % de notoriété. Certes la marque a été abîmée dans l'écosystème parisien, mais elle suscite un engouement.»

Sébastien Bismuth PDG de Celio



à prix abordables, dans des collections souvent renouvelées et colorées. Dans les années 2000, Camaïeu fait son entrée en bourse et atteint une valorisation qui dépasse le milliard d'euros. Attirés par cette réussite, les fonds d'investissement s'y intéressent et rachètent l'enseigne selon une technique qui ne varie guère : l'opération est financée par un gros emprunt bancaire qui génère une dette importante à rembourser dans un laps de temps très court, afin de revendre entre cinq et sept ans plus tard en générant une solide plus-value. Pour honorer ce type d'engagement, il faut donc multiplier les ouvertures. Camaïeu va compter plus de 600 magasins dans l'Hexagone mais aussi à l'international. Dans cette course à la croissance, le virage du commerce numérique est magistralement loupé et la concurrence internationale : Zara, Mango, H & M, Primark ou encore Uniqlo, s'installe durablement en France.

Camaïeu ne résiste pas au choc et se retrouve placé en redressement judiciaire. Plusieurs candidats se disputent alors la reprise de l'entreprise et c'est l'homme d'affaires originaire de Bordeaux Michel Ohayon qui est choisi par le tribunal de commerce. L'entrepreneur veut constituer un pôle de commerces autour des enseignes GO Sport, Gap, La Grande Récré et les Galeries Lafayette, dont il exploite une vingtaine de magasins à travers la France. Il n'a cependant pas les moyens de financer l'ensemble, d'autant que le Covid et le confi-



Celio a racheté la marque Camaïeu pour 1,8 million d'euros.

PHOTOS
V. DUBOIS,
HANS LUCAS
ET G. LEROY.
COLLECTIF DR.

nement font chuter drastiquement l'activité. Camaïeu ne peut plus honorer les loyers de ses magasins et accumule les impayés. Appelé à la rescousse, l'Etat refuse de s'engager sur un financement de 70 millions d'euros faute de stratégie de relance suffisamment solide. Le 28 septembre 2022, l'enseigne est placée en liquidation judiciaire. Les 511 magasins baissent le rideau et les 2600 salariés sont licenciés. Il s'agit de la cessation d'activité la plus importante de l'année. Les actifs de l'entreprise sont alors vendus à la découpe et la marque est rachetée 1,8 million d'euros par Celio.

LEADER DE LA CHEMISE BLANCHE

Le pari est désormais double pour Celio, entreprise familiale fondée en 1978 par les frères Marc et Laurent Grosman. Elle exploite aujourd'hui 600 magasins en Europe et à l'Afrique du Nord, réalise 600 millions d'euros de

chiffre d'affaires et compte 3000 salariés. Une taille conséquente mais insuffisante face à la concurrence internationale. Celio, historiquement identifié comme le leader en France de la chemise blanche et du costume à 99 euros, doit désormais être reconnu sur le créneau de l'habillement féminin, ce qui est en soi une petite révolution. L'entreprise, qui a fait appel l'an passé à l'influenceuse Léna Situations pour annoncer le retour de Camaïeu, doit en outre démontrer que le choix de la marque est judicieux pour capter une clientèle féminine aujourd'hui cliente de l'irlandais Primark ou du japonais Uniqlo. D'ici au mois de décembre, le résultat des ventes donnera une première impression de la réussite ou de l'échec de l'opération. Dans le premier cas de figure, une vingtaine de corners supplémentaires seraient ouverts. Le come-back pourrait alors se transformer en renaissance. ◆

«C'est une claque à la figure de chaque salarié licencié»

Deux ans après la liquidation de l'enseigne de prêt-à-porter féminin, près de la moitié des anciens salariés de Camaïeu n'ont pas retrouvé de travail. La nouvelle de la relance de la marque par Celio leur laisse un goût amer.

«C'est une histoire humaine tellement belle qui s'est terminée en gâchis.» Au téléphone, Sandra Sarrouy, ancienne vendeuse chez Camaïeu dans le magasin de Millau (Aveyron) et élue CFDT, ne cache pas son émotion. Deux ans que l'enseigne de prêt-à-porter féminin Camaïeu a été placée en liquidation judiciaire. Mais la plaie reste ouverte: «Ce n'est pas seulement le fait d'être licenciée. Votre boîte n'existe tout simplement plus. C'est un pan entier de votre vie professionnelle qui s'écroule.» Après trente ans de boutique chez Camaïeu, Sandra a dû rebondir professionnellement. Comme beaucoup des 2600 salariés licenciés, qui avaient pour beaucoup plusieurs dizaines d'années d'ancienneté.

«C'est compliqué de rebondir à 53 ans»

«Bien sûr que du travail, vous pouvez en retrouver. Mais ce ne sont pas forcément des emplois adaptés à des gens de mon âge», regrette Sandra. Missions d'interim dans la manutention, cueillette de fleurs dans des monastères... Après Camaïeu, l'ancienne vendeuse a enchaîné les petits boulots, parfois difficiles, dans des secteurs bien différents du prêt-à-porter: «C'est compliqué de rebondir à 53 ans, surtout quand vous avez aimé votre métier. Un employeur m'a déjà dit qu'il ne voulait pas de gens de mon âge parce qu'on n'apprenait pas assez vite.» Faire une formation dans le cadre du plan de sauvegarde de l'emploi? «A mon âge, ça n'aurait pas changé la donne», souffle-t-elle. En septembre, par chance, ce sera retour à la vente pour Sandra: de Camaïeu, la quinquagénaire passera chez Kiabi,

dans un nouveau magasin que l'enseigne ouvre à Millau. «Un poids en moins.»

«Sur les neuf premiers mois après la liquidation judiciaire en septembre 2022, 473 salariés sur les 1987 en contrat à durée indéterminée licenciés avaient retrouvé du travail», rapporte maître Michaël Aras, mandataire judiciaire en charge de la liquidation de l'enseigne. Selon le liquidateur, plus de 400 salariés ont également effectué une formation en vue d'une reconversion dans des secteurs aussi divers que le management, les ressources humaines ou les soins esthétiques. Mais à la date du 12 juillet, près de la moitié des anciens salariés étaient sans emploi.

«Moralelement, ils ne nous respectent pas»

Parmi eux, Bénédicte Vallérian, ancienne vendeuse au magasin de Dunkerque. Elue au CSE, elle est arrivée à la fin de son contrat de sécurisation professionnelle en mai 2024. Avec vingt ans d'ancienneté dans le magasin, la quinquagénaire s'est retrouvée, comme tous les autres, «sur le carreau à quelques trimestres de la retraite». Et sans aucune perspective de reconversion: «J'avais placé toute mon énergie à essayer de sauver la boîte, alors ma priorité n'était pas de retrouver un emploi.» Bénédicte s'est réinscrite à France Travail, et si elle évoque des projets pour la rentrée, «rien n'est encore sûr pour l'instant». Difficile dans ce contexte de se réjouir du «retour» de Camaïeu. Tout du moins de la relance de la marque par l'enseigne Celio qui prévoit des aménagements au sein de ses boutiques pour une nouvelle ligne «be Camaïeu», sans ouverture de nouveaux magasins, sauf à la marge. «Peut-on parler d'un retour quand 2600 personnes ne retrouveront pas leur emploi? C'est une claque à la figure de chaque salarié licencié», lâche Bénédicte. «Moralelement, ils ne nous respectent pas», renchérit Sandra. Pour l'ancienne vendeuse, l'annonce n'est pas loin d'être «mensongère»: «Ce n'est pas le renouveau de Camaïeu, c'est une toute nouvelle entreprise. Ils n'ont racheté que le nom. C'est fini Camaïeu.»

NOA JACQUET

PLONGEZ Offre spéciale été · Papier + numérique
2 mois pour 30,90€
 puis 30,90€/mois sans engagement

Pour souscrire appelez le 06 55 56 71 40 du lundi au vendredi entre 9h et 18h avec le code HTTEL124

Libé



LIBÉ.FR

Dans l'est de la France, les carcasses de bétail mort s'accumulent chez les éleveurs

Tandis que la collecte des animaux morts connaît de fortes perturbations dans le Grand Est, des agriculteurs s'emparent contre une «situation intenable» et redoutent l'irruption d'une nouvelle crise sanitaire, d'autant plus impossible à gérer en pleine flambée des cas de fièvre catarrhale ovine.

PHOTO HANS LUCAS. AFP

Gros chantier en cours chez France Bleu, petits aménagements dans les grilles de programmes des autres stations et mouvements radicaux dans l'équipe dirigeante donnent le «la» de la nouvelle saison du groupe audiovisuel public.

Par
ADRIEN FRANQUE

L'Agora de Radio France, puits de lumière au centre de la Maison ronde, est remplie mardi soir de voix bien connues de l'antenne: Nicolas Demorand, Sonia Devillers et les dernières recrues – Valérie Damidot, le DJ Laurent Garnier ou Bilal Hassani. Et puis les dirigeants bien sûr, Adèle Van Reeth pour France Inter ou Marc Voinchet pour France Musique... Et Sibylle Veil évidemment, la présidente de Radio France ouvrant cette conférence de rentrée. Sa présentation pouvait s'entendre ainsi: oubliées les querelles de la fin de saison dernière, la fusion de l'audiovisuel public, l'affaire Meurice, la motion de défiance à France Inter, l'enthousiasme de l'été olympique à tout balayé et les antennes publiques sont même là pour le prolonger. «Radio France thérapie» prône ainsi le slogan de cette rentrée, l'appel de la radio publique (qui vient par ailleurs de se refaire une beauté): «On peut être une solution face à la cocotte-minute sociale et renforcer les défenses immunitaires de la société face aux crises», élabore Sibylle Veil dans une interview au *Figaro* mardi.

Plus que des grilles assez stables (excepté à France Bleu, on y reviendra), c'est dans l'équipe dirigeante de Radio France que les mouvements les plus radicaux s'observent, avec une surreprésentation de personnalités venues de la télévision. Le départ en retraite de Laurence Bloch a conduit à l'arrivée de Vincent Meslet comme numéro 2, chargé de l'éditorial.



La présidente de Radio France, Sibylle Veil, à Paris en février 2022. PHOTO STEPHANE DE SAKUTIN. AFP

A Radio France, une rentrée pour repartir du bon pied?

L'homme de 57 ans, connu pour avoir produit *Plus Belle la Vie*, a un CV bien garni, passé par France 3 et Arte. Moins prévisible était le départ de Jean-Philippe Bailly, directeur de l'information et patron de France Info depuis trois ans et demi. Chaleureusement congratulé par Sibylle Veil, il a été débouché cet été pour diriger l'information du groupe BFM TV-RMC. Réorganisation, donc, à Radio France: la reporter de guerre et ancienne rédactrice en chef du 20 heures de France 2 Agnès Vahramian prend la direction de France Info. Tandis que, patronne de France Bleu depuis un an et demi, Céline Pigalle (passée par iTélé et BFM TV) a déjà gagné de nouveaux galons, récupérant la casquette de directrice de l'informa-

tion, tout en restant aux commandes du réseau des 44 stations locales.

«Hérésie». Car c'est bien France Bleu le principal chantier de la radio publique ces jours-ci: finies les plages d'émissions nationales en journée, place à plus de local, de musique, de divertissement, avec l'arrivée à la mi-journée de Valérie Damidot. Mot d'ordre: «rapprocher»,

L'HISTOIRE DU JOUR

selon Céline Pigalle, alors que la station doit aussi changer de nom en fin d'année, regroupée avec France 3 sous le pavillon « Ici ». «Un big bang éditorial et marketing», selon Sibylle Veil. Du côté des syndicats, on s'étonne tout de même que Céline Pigalle parvienne à cumuler ses nouvelles fonctions avec son poste actuel: «La direction de France Bleu est déjà

très prenante, cumuler est une hérésie», déclare ainsi Matthieu Darriet, délégué syndical SNJ.

À France Inter, la rentrée s'annonçait chaude, la rédaction étant partie en vacances mi-juillet en laissant à sa directrice Adèle Van Reeth une motion de défiance, après le sort imposé à Yael Goosz: son édito politique a été abruptement transféré au revenant Patrick Cohen. Finalement, l'ambiance est toute autre, «bizarre, comme si on avait tout mis sous le tapis», raconte un salarié de la station leader des audiences. Prête à s'enflammer au premier accrochage? Rien de révolutionnaire sur la grille, outre Cohen, on trouve la romancière Lilia Hassaine (ancienne chroniqueuse pour *Quotidien*) à l'animation de l'émission de littérature francophone du samedi re-

baptisée *Etcétera* et, plus surprenant, Fabrice Luchini pour une heure d'*Admissions littéraires* le dimanche soir à la place de la bande à Charline Vanhoenacker – changement d'ambiance. L'humour, d'ailleurs, se veut choyé, malgré le li-

Lors de cette rentrée, restent beaucoup d'inconnues. Et notamment le financement de l'audiovisuel public, toujours suspendu au désordre politique.

cenciement de Guillaume Meurice et les remous internes sur la liberté d'expression: Adèle Van Reeth promet une «quinzaine de nouveaux talents» comiques, notamment dans *Zoom zoom zen*. Le mot de la rentrée de France Inter? «Dépolarisation», dicit Van Reeth, pour «prendre soin de distinguer l'information de l'opinion» ou «remplacer le combat par le débat».

Carrefours. Sur les autres antennes, France Info et France Culture créent de nouveaux carrefours d'actualité en soirée: avec Jean-Rémi Baudot et Agathe Lambret sur la station d'information en continu, tandis que le producteur Quentin Lafay lance un rendez-vous de débats et d'entretien avec *Questions du soir* sur France Culture. La station accueille de nouvelles voix avec l'historien Patrick Boucheron, la spécialiste santé Marina Carrière d'Encausse ou l'ancienne d'Arte Marie Labory. Enfin, nouveauté alléchante pour la musicale FIP avec son premier DJ résident, le pionnier des musiques électroniques Laurent Garnier, qui proposera tous les premiers samedis du mois une sélection de titres. Sur Mouv, Bilal Hassani partagera aussi sa playlist dans son émission *Song ID*.

Mais parmi toutes les célébrations de cette rentrée restent beaucoup d'inconnues. Et notamment le financement de l'audiovisuel public, toujours suspendu au désordre politique. Pour le moment assuré par l'affectation d'une fraction de la TVA, ce mode de financement doit normalement prendre fin au 31 décembre: la majorité sénatoriale a cependant déposé durant l'été une proposition de loi pour le pérenniser. Même incertitude sur le budget de Radio France, tant qu'aucune issue à la confusion parlementaire n'est trouvée. La radio publique devra-t-elle encore plus se serrer la ceinture? Dans le *Figaro*, Sibylle Veil semble appeler à un peu de répit: «Nous sommes en attente d'arbitrages dans les prochaines semaines. Si de nouveaux efforts étaient demandés à Radio France, cela impliquerait de renoncer à certaines offres.»



Le dolmen de Menga, ou le génie architectural des hommes préhistoriques

Dans une étude publiée dans la revue *Science Advances*, neuf archéologues espagnols ont tenté de comprendre comment l'édifice funéraire andalou avait été bâti à l'ère néolithique. Ils ont découvert un haut niveau de compétences et de technicité, loin des clichés. PHOTO OLAF TAUSCH

Telegram : sorti de garde à vue, Pavel Durov présenté à un juge

Ce n'est pas franchement le séjour parisien dont rêvait Pavel Durov, le cofondateur de la messagerie Telegram. Après quatre jours de garde à vue, le milliardaire franco-russe de 39 ans a finalement été transféré mercredi en début d'après-midi au palais de justice de Paris en vue d'une éventuelle mise en examen. Dans un article paru ce même jour, *Politico* révélait que le frère de Pavel Durov, Nikolai, aussi cofondateur de l'application, est également recherché par la police. Un mandat d'arrêt aurait été émis en mars contre lui. Pavel Durov avait été interpellé samedi à l'aéroport du Bourget, en région parisienne, où son jet privé venait tout juste d'atterrir. Pour justifier la mesure, le parquet de Paris avait listé douze chefs d'accusation, en précisant que l'affaire se déroulait dans le cadre d'une information judiciaire ouverte le 8 juillet contre «*personne non dénommée*». Dans la liste ciblant l'homme ayant acquis la nationalité française en 2021 grâce à une procédure rare sur laquelle Paris reste très discret, on trouvait des accusations de complicité dans «*la déten-*



Pavel Durov à Barcelone, en 2016. PHOTO A. GEA. REUTERS

tion d'une image à caractère pédopornographique», de «*trafic de stupéfiants*» ainsi que d'«*escroquerie en bande organisée*». Autant de motifs relatifs aux activités illicites se déroulant sur Telegram.

Absolue. La messagerie utilisée chaque mois par plus de 900 millions de personnes est en effet connue pour sa modération très légère et son accent mis – en théorie – sur la protection des données de ses utilisateurs. Pavel Durov lui-même s'est à plusieurs reprises positionné en faveur d'une liberté d'expression absolue. Tant et si bien que la plateforme offre un moyen de communication privilégié à des dissidents politiques de

régimes autoritaires. Ainsi qu'à des hors-la-loi de tout acabit, allant de pédocriminels aux réseaux terroristes. Autre chef d'accusation avancé par le parquet de Paris après l'arrestation du milliardaire : celui de «*refus de communiquer, sur demandes des autorités habilitées, les informations ou documents nécessaires pour la réalisation et l'exploitation des interceptions autorisées par la loi*». Autrement dit, Telegram n'aurait peut-être pas accepté de transmettre à des enquêteurs les données et conversations d'utilisateurs suspects de délits par la justice. Le parquet évoquait enfin des chefs d'association de malfaiteurs en vue de commettre un

crime ou un délit puni de cinq ans au moins d'emprisonnement et de blanchiment de crimes ou délits en bande organisée.

Supputations. Les motifs de la garde à vue de Pavel Durov ont mis près de quarante-huit heures à être révélés par la justice. De quoi faire entre-temps monter les supputations de tous genres. Des libertariens de la tech tels qu'Elon Musk ou Edward Snowden ont rapidement partagé leur indignation. La Russie aussi a ajouté son grain de sel, mettant en garde Paris contre «*toute tentative d'intimidation*». L'arrestation de l'entrepreneur est-elle une atteinte à la liberté d'expression en ligne ? Tentant de désamorcer les rumeurs, le président de la République Emmanuel Macron a répondu en personne sur X lundi. «*Dans un Etat de droit, sur les réseaux sociaux comme dans la vie réelle, les libertés sont exercées dans un cadre établi par la loi pour protéger les citoyens et respecter leurs droits fondamentaux*», a-t-il écrit. En niant tout caractère politique à cette arrestation.

ELISE VINIACOURT



Japon L'archipel en alerte maximale face à l'arrivée du typhon Shanshan

Usines à l'arrêt, vols annulés, statues de samouraïs déplacées... À l'approche du typhon Shanshan, qualifié d'«*extrêmement puissant*», le Japon se préparait au pire mercredi : les autorités nippones ont émis le niveau d'alerte le plus élevé pour les vents et les inondations sur la principale île du Sud, Kyushu, qui compte 12,5 millions d'habitants. La tempête tropicale devrait toucher terre ce jeudi, et déverser 50 cm de pluie en l'espace de vingt-quatre heures. Shanshan devrait ensuite remonter vers l'île de Honshu, la principale au centre du Japon, où se trouvent notamment Tokyo, Osaka et Kyoto. (avec AFP)

Violences conjugales Stéphane Plaza absent de son procès, l'audience reportée

Les juges ont décidé de reporter l'audience au 9 janvier, afin de laisser une opportunité à Stéphane Plaza, absent à son propre procès, de pouvoir répondre à leurs questions. L'animateur de *M6* devait comparaître mercredi devant le tribunal correctionnel de Paris pour «*violences habituelles physiques et/ou psychologiques par concubin*» sur l'une de ses anciennes compagnes, ainsi que pour des «*violences habituelles psychologiques par concubin*» sur une autre femme. Mais la «*psychologue clinique*» de l'animateur lui a «*fortement déconseillé*» de se rendre au tribunal «*compte tenu du risque de décompensation psychologique*», ont expliqué ses avocats devant la cour. (avec AFP)

4,2 milliards

C'est le montant, en euros, du «*plan 2024-2029 de reconstruction et d'accompagnement par l'Etat pour éditor la mort économique et sociale du pays*» adopté par le Congrès de Nouvelle-Calédonie mercredi. «*Nous avons le droit à la solidarité de la nation*», plaide le loyaliste modéré Philippe Gommès, pour qui la situation «*relève au premier rang de la responsabilité de l'Etat*», «*incapable de mener le dialogue politique*» avant l'insurrection qui a éclaté en mai. Il s'abstient de prononcer le nom de Macron, dont l'obstination à vouloir dégeler le corps électoral de l'île a été vécue comme une tentative de «*recolonisation*» par les indépendantistes. G.C. (à Nouméa)

A lire en intégralité sur Libération.fr

Entre le Royaume-Uni et l'Allemagne, l'alliance passe par la défense

Rishi Sunak avait attendu un an et demi avant d'effectuer sa première visite officielle en Allemagne comme Premier ministre britannique. Son successeur travailliste, Keir Starmer, n'aura mis qu'un mois et demi pour se rendre à Berlin. Le délai comme le déplacement se veulent être un symbole. «*Nous devons prendre un tournant après le Brexit et réparer les relations en morceaux que nous a laissées le précédent gouvernement*. C'est une opportunité qu'il ne présente qu'une fois par génération de redéfinir nos relations avec l'Europe», a indiqué le Premier ministre

dans un communiqué publié par Downing Street, également en visite à Paris mercredi soir et ce jeudi. Depuis son entrée en fonction en juillet, Keir Starmer a déjà rencontré Olaf Scholz à cinq reprises et Emmanuel Macron quatre fois, notamment aux sommets de l'Otan et de la Communauté politique européenne. Le Premier ministre britannique cherche à signer des accords bilatéraux avec quelques pays européens clés, dont l'Allemagne au premier chef. Downing Street espère finaliser un texte avec Berlin d'ici le début de l'année 2025. Ses

contours sont encore très flous, mais Londres espère une collaboration accrue dans des domaines aussi divers que «*l'accès au marché*», l'innovation, le commerce à travers la mer du Nord, la sécurité énergétique et la transition verte. A Berlin mercredi, Scholz et Starmer semblent à nouveau avoir parlé armée et sécurité. En parallèle de sa rencontre avec son homologue, le Premier ministre britannique s'est aussi entretenu avec le patron de Rheinmetall, le plus gros producteur d'armement allemand. La guerre en Ukraine a contribué à rapprocher les deux

pays, qui dépendent le plus en matière de défense en Europe, et soutiennent le plus l'Ukraine sur le plan militaire. «*Si les Européens veulent assumer davantage de responsabilités en matière de sécurité*, Londres et Berlin joueront un rôle clé», note le groupe de réflexion UK in a Changing Europe. Paris, toujours à la traîne dans ses dotations militaires à Kyiv, n'est qu'en seconde ligne. En planifiant sa tournée diplomatique, Keir Starmer ne s'y est pas trompé en choisissant de s'arrêter d'abord en Allemagne.

NELLY DIDELOT

A lire en intégralité sur Libé.fr

Archives des journaux intimes

L'écrit du cœur

Depuis plus de trente ans, l'Association pour l'autobiographie et le patrimoine autobiographique recueille les carnets de monsieur et madame Tout-le-Monde pour alimenter la recherche, raconter une époque et réhabiliter un genre littéraire méprisé.

Par

MARIE PIQUEMAL

Envoyée spéciale à Ambérieu-en-Bugey (Ain)

Photos **BRUNO AMSELLEM**

Elle a toujours des petits papiers volants à portée de main. «*Je note ce qui me vient, les bricoles du quotidien, les pensées philosophiques.*» Marie-Dominique Pot, 78 ans, écrit «*comme on fait la vaisselle*», sans réfléchir et parce qu'elle ne peut pas faire autrement. Elle recopie ses notes dans son journal qui finit ensuite en cendres ou avec les épluchures de légumes. En 1939, Roland Louvrier, lui, dessinait la météo avec sa boîte de crayons de couleur, il aimait les nuages : «*Lever : brouillard et rosée, cumulus à la mi-journée et coucher du soleil aux stratus à l'horizon.*» Jacqueline Chebrou, une ancienne institutrice, a tenu son journal de ses 13 à 93 ans. Par un jour de tri : «*Toute ma vie, j'ai entassé des documents dans le but improbable d'en faire une œuvre. En définitive, me voici à 81 ans devant un gros tas de papiers, sans plus.*»

On a mis les pieds dans une caverne d'Ali Baba. Ce jour-là, le vent invitait à rebrousser chemin et puis l'adresse ne collait pas : comment une association, se donnant la mission de conserver les journaux intimes et récits de vie de gens ordinaires, pouvait être là, en périphérie de ville, dans une zone d'activité ? À l'entrée, le panneau indique le syndicat municipal du traitement des eaux d'Ambérieu-en-Bugey, dans l'Ain. Mais à côté, en effet : une boîte aux lettres discrète, siglée APA, pour Association pour l'autobiographie et le patrimoine autobiographique. L'aventure commence souvent par là, sous pli. Parfois, dans une enveloppe bardée de scotch et de papier bulle. Marion Vallée Carecchio, la seule chargée de mission de l'association, adore cette émotion matinale en dépillant le courrier. «*On en reçoit une centaine par an.*



L'Association pour l'autobiographie et le patrimoine autobiographique a été créée en 1992.

Souvent, ce sont des récits de vie, des mémoires qui racontent des années après un épisode marquant ou une vie entière. Des correspondances aussi, mais plus rares. Et des journaux, donc, qui s'écrivent au présent, sans savoir à l'avance le point d'arrivée. «*C'est une telle plongée dans la psyché humaine, commence Claudine Krishnan, l'un des piliers de l'association. On rentre dans les pensées d'une personne, les émotions qui la*

«On me disait que j'allais être submergé dans une masse de textes sans intérêt.»

Philippe Lejeune
universitaire spécialiste
des journaux intimes



traversent. C'est vertigineux. Chaque journal (de mort ou de vivant) est accueilli comme un rescapé et choyé telle une pépée. En réalité, peu arrivent jusqu'ici. Dans l'immense majorité des cas, les carnets intimes sont détruits avant. Au mieux, raconte-t-elle, ils finissent dévorés par les termites dans un grenier. Quand ce n'est pas direct à la poubelle – ou la cheminée. Souvent éliminé par l'écrivain lui-même, lorsqu'il retombe des-

sus des années après. Ou par ses héritiers. «Les familles ne sont pas toujours bienveillantes, expose Claudine Krishnan. Les mémoires, oui, car elles sont écrites dans une idée de transmission. Mais pas les journaux. Plonger dans l'intimité de ses parents est très déstabilisant» et conduit à des cas de conscience. Car, à quelques exceptions près, les journaux intimes ne sont pas écrits pour être lus. C'est peut-être

Suite page 18

«Je fais du Proust en pyjama, du baratin»

Pourquoi couche-t-on ses pensées et son quotidien sur du papier ? Trois diaristes, de trois générations différentes, esquissent une réponse.

Virginie, 40 ans «J'imagine que je cherche à sublimer le quotidien»

«Il ne se passe pas quinze jours sans que j'écrive. J'ai des pratiques très différentes, selon les périodes. J'ai commencé en sixième. J'ai eu ma période collage comme beaucoup. Puis j'ai tenu un *five years diary*. Vous connaissez ? Sur la même page, il y a cinq cases à la même date, pour les cinq années consécutives. Je trouvais l'exercice intéressant : écrire dans un espace réduit des éclats de vie, en ayant sous les yeux les années précédentes. Le rapport aux saisons prend une autre dimension : tiens, à telle date, je préparais déjà la limonade au sureau. Je me baignais dans la mer alors que cette année, l'eau est gelée...

«En vrai, le manque de place m'a frustrée, alors j'ai vite entamé un autre cahier, en parallèle. Sans case et donc sans limite. Je les aime aussi simples que possible. Surtout pas de beaux cadrans ! Ils m'empêchent. J'aime le tout-venant, pour écrire sur un coin de table, dans le train, pendant la pause déjeuner... Mes carnets ne sont absolument pas faits pour être lus, sans que ce soit une source de stress non plus. Je sais que mon conjoint ne les ouvrira pas, il a été traumatisé, jeune, en tombant sur les mots de l'une de ses amies. Il ne recommencera pas. On prête souvent notre maison pendant les vacances, mais que quelqu'un puisse les lire ne me traverse jamais l'esprit. En même temps, je n'écris pas tout. Juste ce que je veux garder. J'imagine que je cherche à sublimer le quotidien. Je n'y ai jamais vraiment réfléchi. Je crois que je veux donner une forme à la vie qui passe. Garder une trace du flot.

«Il m'arrive de me relire, j'aime le côté rassurant de voir que je ne change pas tant que ça. Mais c'est aussi perturbant, surtout pour les carnets les plus anciens. Il m'arrive aussi d'écrire des lettres à des gens de mon entourage, en sachant que je ne les enverrai jamais. Je sais... c'est très bizarre ! Au fond, j'écris pour écrire, pour le moment de l'écriture. C'est ça que j'aime par-dessus tout.»

Alain Varlet, 76 ans «Écrire ne me libère de rien, surtout quand je n'ai pas le moral»

«Je suis à la fin de ma vie, usé de partout. J'ai toujours écrit. J'ai commencé au lycée, au fond de la classe. C'était en 1968. Sur mon carnet, je critiquais tout. Je ne me suis jamais arrêté. Encore aujourd'hui. Je suis à l'hôpital pour une infection pulmonaire, mais j'ai un cahier posé juste là. Écrire ne me libère de rien. Surtout quand je n'ai pas le moral, il n'y a rien de pire pour ressasser. J'écris pour trouver la vérité mais je tourne autour du pot. Je ressasse beaucoup. Souvent, je m'embarque dans des grandes explications dont je ne me sors pas. Dans mes phrases, plus il y a d'adjectifs et de proposi-

tions subordonnées, plus je suis content. Je fais du Proust en pyjama. Du baratin. Je mets à distance, avec de l'ironie. J'écris comme je pense. Et... je pense à la vitesse de mon écriture.

«Mes carnets sont le cheminement de la vie d'un bonhomme. La sincérité est totale, c'est la condition de l'exercice. Sinon, quel intérêt ? Tout perdrait son sens si la vérité n'était pas complète. Je ne cherche pas à plaire. Parfois c'est compromettant, bien sûr, et ça m'a valu des problèmes avec mon ex-femme. Je ne les cachais pas assez.

«Longtemps, j'utilisais un stylo-plume, mais les cartouches d'encre ont changé. Elles ne coulent plus comme avant. Alors, je suis passé au bille subalterne. J'écris sur des petits carreaux serrés mais c'est par pure radinerie. Tout peut m'inspirer, une araignée qui traverse la table ronde, une mouche à l'arrêt. Mais ce ne sont pas des digressions : il y a toujours des fils entre les choses.»

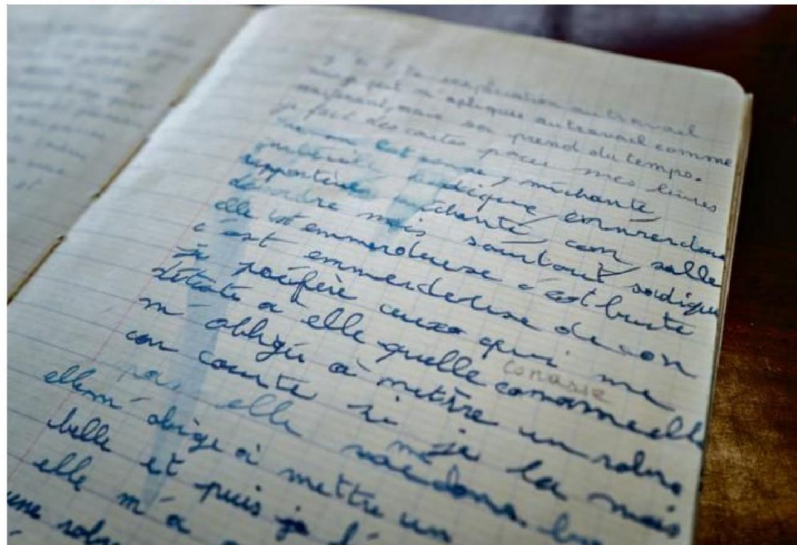
Stacie, 16 ans «Le seul jugement auquel on s'expose, c'est le sien»

«Amour», c'est le premier mot de mon carnet. Je commence toujours par un titre, comme le nouveau chapitre d'un roman. Voici le début : «À l'époque, l'amour était un ressenti de paix, un bijou que je ne souhaitais surtout pas perdre. Aujourd'hui, on ne fait plus attention à ce sentiment de bien-être.» C'était en avril, après un événement affectif. Quand la catastrophe est arrivée, j'ai voulu écrire pour me souvenir, car les pensées ne sont pas permanentes, elles viennent et repartent. Quelque part, cela me rassure de laisser une trace. Et puis, je me sens moins seule quand j'écris. Je dis ça entre guillemets, parce que j'ai des amis. Leurs conseils m'aident mais ce n'est pas pareil. Je peux tout écrire, sans me retenir. C'est ma façon d'extérioriser mes émotions, de libérer ce que je suis incapable de dire. Même si après coup, en me relisant, je trouve que j'exagère. J'ai un peu honte des mots que j'emploie parfois parce qu'ils sont vraiment très forts.

«Écrire m'aide. Enfin, oui et non. Cela remue de mauvais souvenirs, c'est sûr. Mais en même temps, de tout noter sur une feuille, ça aide à tourner la page. Je me dis : voilà, c'est écrit, ça appartient au passé. Regardons devant. Pensons au positif. C'est ce que je me répète. L'ironie, c'est que j'écris dans le livre offert par la personne qui m'a causé mon immense peine. J'y vois un sens symbolique, de me rappeler qu'il n'y a pas eu que du négatif.

«Les adultes pensent que les réseaux sociaux font disparaître l'écriture dans un journal. Je suis sûre de l'inverse ! C'est différent. Sur les réseaux, la parole est exposée au jugement des autres, elle peut être déformée. Alors que dans son journal, on ne s'expose rien. Le seul jugement auquel on s'expose, c'est le sien. Autour de moi, personne n'ose dire qu'il écrit. C'est pour ça que j'accepte d'en parler. Si personne ne se lance, tenir un journal restera un sujet enfoui sous le sol.»

Recueilli par M. Pi.



Ariane Grimm a commencé son journal à 10 ans. Après sa mort prématurée en 1985, sa mère, Giselle, le confie à l'APA.



Roland Louvrier, en 1939, dessinait plusieurs fois par

Suite de la page 17 cela qui leur donne cette saveur exquise. Cette «authenticité», comme aime dire Philippe Lejeune.

Cet universitaire, agrégé de lettres, a consacré sa vie à l'autobiographie. Il est le premier à avoir défendu le journal intime comme un genre littéraire à part entière. Mieux, il les considère tous dignes d'attention et les place sur le même piédestal: qu'ils soient tenus par des écrivains auréolés, des figures de l'histoire ou des gens ordinaires. Aujourd'hui âgé de 85 ans, il repense à ses débuts, longuets. A ces yeux ronds quand il parlait de son projet d'archives des journaux de monsieur et madame Tout-le-Monde. «On me disait que je faisais une énorme bêtise. Que j'allais être submergé dans une masse de textes sans intérêt, raconte-t-il. Ce n'est pas ce qu'il s'est passé. C'est un acte très difficile de déposer son journal.» Lui-même diariste de la première heure, il n'a jamais sauté le pas et ne sait pas s'il le fera un jour. En trente-deux ans d'existence, l'APA comptabilise 4 473 dépôts, dont un tiers de journaux intimes, se comptant parfois en cartons.

«A vous qui lirez ce livre funéraire»

Joyeuse nouvelle: la pratique n'est pas en voie de disparition. Les ados d'aujourd'hui, ceux-là mêmes qui ont fusionné avec leur écran, écrivent toujours des journaux intimes, dans un vrai cahier caché sous les matelas ou la pile de tee-shirts. A l'ancienne. Une étude toute fraîche a été menée par l'association dans un lycée d'Amberieu, à l'occasion des journées de l'autobiographie début juillet. Pour un peu, le rendez-vous tombait à l'eau à cause de la dissolution de l'Assemblée nationale et des législatives – la salle municipale prévue pour accueillir les convives fut réquisitionnée pour les isoloirs. Au dernier moment, un garagiste sympa a prêté son hangar et la salle de réunion attenante. Au dépouillement, ça donne: «Ça me soulage»; «J'écris les choses que je ne veux pas voir répétées ou amplifiées»; «J'écris pour ne pas oublier.» Les rabat-joie diront qu'il n'y a là aucune solidarité scientifique, qu'aujourd'hui, la vie se raconte

sur Instagram et TikTok. Sauf qu'une enquête du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, publiée en novembre, dresse le même constat: 61 % des 14-18 ans tiennent ou ont tenu un journal intime. Et 40 % écrivent, en prime, des paroles de chansons ou de rap. Certains arriveront peut-être à l'APA. Le trésor de l'association mesure aujourd'hui 354 mètres linéaires, soigneusement rangés et étiquetés. Ambiance lino gris et néons, presque poétique. Michel Vannet y passe une

tête de temps à autre. Ce fonds d'archives est devenu aussi l'histoire de sa vie. Bibliothécaire municipal, il s'est retrouvé conservateur en chef quand, en 1992, la mairie d'Amberieu-en-Bugey accueille l'association et libère quelques étagères dans la médiathèque. A l'époque, l'APA est logée dans un beau bâtiment du XIX^e siècle, appelé la Grenette. En haut de l'escalier de pierre de cette ancienne halle aux grains se trouvait l'armoire aux secrets. Philippe Lejeune l'a imaginé dès le départ: donner la possibilité aux dépo-

sants d'interdire la lecture pendant cinq, dix... cinquante ans.

Parmi les pépites, ce carnet à la couverture épaisse des livres anciens. Sur la page de garde, un saule pleureur dessiné à la plume en mémoire d'Athénais. «A vous qui lirez ce livre funéraire», entame son amour, Eugène Arnouville. Le journal commence à «la date fatale» du 17 mars 1863. «Ma vie ainsi brisée n'est plus qu'un long martyre pour mon âme agressive. Athénais, mon ange, oh mon plus tendre amour, ma pensée et mon



Marion Vallée Carecchio, chargée de mission de l'APA, et Michel Vannet, son conservateur. PHOTOS BRUNO AMSELLEM



pour la météo avec ses crayons de couleur.



Marinette Pelloux, en 2000, résumait son année en couleurs: du vert pour les promenades, du rose pour la joie.

cœur sont à toi nuit et jour.» Il décrit en longueur les funérailles, les présents, les absents. Les jours d'avant, quand la maladie pille tout. Entre les pages de sa peine infinie, des fleurs séchées sont restées intactes. Michel Vannet est à la recherche d'un autre manuscrit, qu'il adore. Un journal d'adultère, avec le dilemme de son autrice: la troulle que le mari ne découvre sa cachette et à la fois l'impossibilité de le jeter. «Je vivais la mort de mes mots comme autant de petits suicides», écrit-elle. L'APA est son refuge.

«Au plus près de la vie et sans tricher»

«Ce que c'est emmerdant l'école.» Le 14 octobre 1977 était un vendredi. Ariane Grimm, 10 ans, avait une écriture appliquée. Vint ensuite le bouillon de l'adolescence, les emportements, l'amour de la moto, des mecs et des collages. «Je suis un petit oiseau face aux échecs de la vie. J'ai besoin qu'on me fliche mon trajet, qu'on me tire les rênes.» Le journal s'arrête en 1985: Ariane Grimm meurt dans un accident, sa mère confie alors son trésor à l'APA avec l'espoir de faire vivre sa petite. «C'est écrit au plus près de la vie et sans tricher», commente l'écrivaine Annie Ernaux, dans une lettre envoyée à Giselle Grimm, après avoir dévoré «les carnets de mémoire» d'Ariane à l'aube des années 2000. La Prix Nobel de littérature fait partie des soutiens de la première heure de l'association, elle qui a construit son œuvre sur la puissance de l'intime. Tout comme l'éditrice Claire Paulhan, spécialisée dans l'autobiographie de personnes d'un autre siècle. «C'est en lisant les travaux de Philippe Lejeune que j'ai compris ce que je voulais: échanger des journaux anciens, raconte-t-elle. Longtemps, les gens lui raient en ne lui en tenn bon. Il a réussi à fédérer un groupe autour de lui: tous ces précieux yeux qui lisent chaque manuscrit.»

Chaque mois, partout en France, des lecteurs de l'ombre se réunissent les uns chez les autres. Entre eux, ils s'appellent les «échoyeurs», souvent des profs de lettres à la retraite qui ont chopé le virus, mais pas que. On trouve

aussi un militaire, une paire d'ingénieurs, un ancien fonctionnaire de l'ONU, une consultante en activité et une librairie débordée. Chaque texte reçu à l'APA est lu «en sympathie», indique la charte de lecture. L'échoyeur rédige alors un résumé envoyé à celui ayant déposé le texte. Ce n'est qu'avec son assentiment, et parfois des retouches, que les échos sont mis en ligne sur le site de l'APA. Claudine Krishnan, ancienne professeure de lettres, a plongé «par hasard», emportée dans l'aventure par une collègue. «Des centaines de textes que j'ai lus, aucun ne m'est tombé des mains. Comment ne pas se projeter... On se met à la place de celui qui écrit.» Elle décrit aussi cette impression d'étouffement par moments. Quand la personne, sous emprise, se noie à travers les lignes. Ou lorsque surgissent de terribles secrets de famille: des incestes, des viols. La plupart du temps, les faits sont prescrits par la justice. Ces derniers mois, plusieurs personnes ayant témoigné auprès de la Clivise (Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants) ont aussi adressé leurs récits à l'APA. Un débat s'est engagé au sein des «Apaïstes» sur la façon d'indexer ces violences. «Dans les items, nous avons «violences familiales», explique Marion Vallée Carecchio. Ce terme faisait sens il y a trente ans, plus aujourd'hui: les violences sont désormais nommées. Nos mots-clés doivent évo-

luer, en s'accordant avec les universitaires.» C'est l'un des enjeux du fonds de l'APA: nourrir la recherche. «Mises côte à côte, ces vies individuelles font sens, insiste-t-elle. Des constantes ressortent dans les thèmes, les mots employés. Cela raconte une époque.» La vie de ceux qui ne se donnent pas à voir ou que la société invisibilise. Les femmes, au premier chef. La réalisatrice Michèle Dominici a passé des journées à s'imprégner de leurs écrits, pour son documentaire *L'Histoire oubliée des femmes au foyer*: «Ce fonds est tellement précieux, les textes sont d'une justesse. Les mémoires de Churchill, des grands hommes, on les connaît. Mais de nous autres, les anonymes, il ne reste rien.»

«Les mots forts, les mots justes»

Si des historiens ou des sociologues trouvent le chemin de l'APA, encore peu de chercheurs en littérature et linguistique s'y rendent. Emmanuelle Tabet, chercheuse au CNRS en littérature, fait partie des rares à en faire un objet d'études. Elle planche sur l'effet thérapeutique de l'écriture. Aussi sur notre rapport intime à l'environnement. «La place de la nature, les descriptions de paysage sont beaucoup plus présentes que ce que l'on imagine dans les journaux», relève Emmanuelle Tabet. Ces liens intimes que l'on noue avec ce qui nous entoure sont peu étudiés, et pourtant éclairent aussi l'éco-anxiété que nous vivons.» On repense à ce journal météorologique de Roland Louvier, datant de 1939. C'est l'une des pépites de l'APA. Aussi au «bilan personnel» de Marinette Pelloux, sorte d'ancêtre poétique des tableaux Excel. Elle résumait son année en couleur. La légende est exquise: le noir signifie «deuil ou grand danger ou maladie sérieuse moi ou proche». Le gris, «la déprime, ennui, santé fragile, peur». L'année 1998 n'a pas commencé sous les meilleurs auspices: trois bandes de maron (contrariétés) et une de vert (promenades et randonnées). Le mois de février fut plus gai, avec le rose des «joies plus ou moins intenses». Le «jaune soleil» était réservé aux «activités passionnantes», rares cette an-

née-là. Un monsieur à l'identité tenue secrète a, lui, numéroté sa vie dans un «cahier des cahiers». «L'idée me vient subitement [...]. Il est destiné à encapsuler, comme une table des matières, la série devenue impressionnante de mes cahiers. Nul texte mais des indications d'apparence et de consistance ne dépassant pas l'intention de l'inventaire.» Il explique «avoir cédé à la tentation du comptage général». Sa 31547^e page fut rédigée le 31 décembre 2008. Coup de cœur aussi pour cette dame, fétiche des cahiers Clairefontaine aux couvertures colorées, qui y découpe une encoche en forme de triangle pour laisser voir la première page avec l'année d'écriture.

D'autres récits arrivent à l'APA en pièces détachées. Cette vie en cartons et en désordre, portée à bout de bras par un monsieur affaibli, conduit par son ami de lycée. Alain Varlet était moniteur de montagne dans les Alpes. Il aimait les soirées passées à bougonner en écoutant France Musique, les subordonnées relatives et la philosophie. «La digression est une dérive heureuse. [...] Je sais tout ce qui est compulsif sauf la pensée et l'écriture [...] Ce qui m'intéresse, c'est de trouver les mots forts, les mots justes, les mots pertinents, de les associer pour les renforcer ou les nuancer.» De son lit d'hôpital aujourd'hui, il rit de son «baratin» et de ses «pages de mouches» écrites sur «des petits carreaux serrés, par pure rade-rade» (lire page 17). Mais aime au fond l'idée que ses écrits lui survivent. Philippe Lejeune, lui, rêve d'une Maison de l'autobiographie, comme il existe une Maison de la poésie. Un lieu avec «les portes et les fenêtres grandes ouvertes», à la fois archives, musée et espace de rencontres «pour échanger nos histoires». Comme donne à voir la collection de livres «Vivre/Écrire» aux éditions du Mauconduit, qui publient des extraits de journaux. Celui sur les carnets d'adolescence est un joyau. L'ancien conservateur en chef Michel Vannet aime se souvenir de cette boîte vide. Elle ne contient pas de journal, juste deux petits mots. «Bonjour, je m'appelle Virginie, je vous envoie mon journal car j'ai trop peur que ma mère tombe dessus.» Une paire de semaines plus tard: «C'est Virginie! Pouvez-vous me renvoyer mon petit journal, il me manque trop...»

«La place de la nature est beaucoup plus présente que ce que l'on imagine dans les journaux. Ces liens que l'on noue avec ce qui nous entoure sont peu étudiés, et éclairent l'éco-anxiété que nous vivons.»

Emmanuelle Tabet
chercheuse au CNRS en littérature

IDÉES/

Eric H. Cline

«1177 ans avant notre ère, un effondrement s'est produit et certaines civilisations ont réussi à s'adapter»

Recueilli par
ADRIEN NASELLI

Plonger plus de mille ans avant J.-C., c'est d'abord se sentir tout petit. Mais Eric H. Cline, archéologue, professeur à l'université George-Washington, nous guide avec une telle clarté qu'on se surprend à lire son dernier ouvrage comme un roman. Pourtant, avec ses 111 pages de notes et de références sur 361, il est plutôt du genre très érudit. L'historien américain publie la suite de son best-seller, *1177 av. J.-C. : le jour où la civilisation s'est effondrée* (la Découverte, 2016), dans lequel il s'attarde sur une catastrophe mêlant famines, guerres civiles et sécheresses, et qui atteignit toutes les sociétés vivant autour de la Méditerranée. C'est l'«Effondrement», le passage de l'âge de bronze aux siècles obscurs, qu'Eric H. Cline préfère appeler «Âge de fer». Cette époque lointaine est bien antérieure à l'Empire romain (autour de l'an zéro) et à l'époque classique de la Grèce antique (autour de 400 av. J.-C.), qui nous sont plus familières grâce à leurs personnages célèbres et aux nombreux textes qui nous sont parvenus. Quelles sociétés ont su s'adapter et pourquoi ? Leurs heurts et malheurs peuvent-ils nous aider à appréhender les menaces qui pèsent sur nos sociétés ? C'est le pari de *La Survie des civilisations. Après 1177 av. J.-C.* (La Découverte, 2024).

Combien de civilisations vivaient autour de la Méditerranée dans l'époque que vous



BLINK MEDIA

étudiez, et quels liens entretenaient-elles ?

On pourrait dire que c'était «le G8» de l'époque. Les Mycéniens, les Minoens, les Hittites, les Cananéens, les Chyriotes, les Assyriens, les Égyptiens et les Babyloniens étaient liés économiquement, diplomatiquement et commercialement dans un réseau mondialisé englobant la Méditerranée, de l'ouest à l'est. Pour le dire en termes modernes, c'est une zone qui va de l'Italie, la Sicile, la Sardaigne jusqu'à l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan. Les estimations démographiques sont notoirement difficiles et peuvent varier considérablement. Une série d'estimations à récemment été fournie pour la Grèce continentale, qui suggère qu'environ 600 000 personnes y vivaient au XIII^e siècle av. J.-C., mais que ce nombre est tombé à environ 330 000 deux siècles plus tard. Cela signifie que l'Effondrement a provoqué un déclin de la population grecque d'environ 40%, grosso modo, en deux cents ans. Je suppose que la majeure partie du déclin a eu lieu après 1200 av. J.-C., et qu'il était probablement dû à des

L'archéologue américain, auteur d'un best-seller sur la chute de plusieurs peuples méditerranéens entre l'Âge de bronze et l'Âge de fer, publie une suite qui raconte comment d'autres ont, au même moment, innové et survécu.

morts ou à des migrations. On trouvait probablement un nombre similaire de personnes dans les autres zones, c'est-à-dire les personnes vivant en Anatolie, en Égypte, en Mésopotamie, en Canaan, etc. Ils partageaient des liens aux plus hauts niveaux des sociétés, des rois aux marchands, pendant les siècles de l'Âge du bronze tardif (d'environ 1700 av. J.-C. à 1200 av. J.-C.).

Comment justifiez-vous la date de 1177 av. J.-C. pour l'Effondrement, qui a fait l'objet d'un précédent ouvrage ?

Il s'agit de la date de la deuxième attaque contre l'Égypte par les soi-disant «Peuples de la mer», la première attaque ayant eu lieu en 1207 av. J.-C. Il s'agit donc d'un consensus académique pour la ou les dates globales de l'Effondrement, un point de référence en quelque sorte, tout comme les gens disent souvent que 476 après J.-C. est la date de la chute de l'Empire romain, bien qu'il s'agisse également d'un consensus académique et qu'elle ne soit pas tout à fait exacte. 1177 av. J.-C. est une date facile à retenir et symptomatique de l'ensemble de l'Effondrement.

Quels ont été les phénomènes les plus marquants de cet événement ?

Le plus frappant, c'est la rapidité avec laquelle il s'est produit. Ces civilisations ou sociétés interagissaient joyeusement depuis environ cinq siècles (entre 1700 et 1200 av. J.-C.), mais le réseau mondialisé s'est effondré, et les différentes sociétés ont été plus ou moins affectées en l'espace de quelques décennies seulement. Ce qui est frappant aussi, si j'ai raison, c'est qu'il a fallu plusieurs catastrophes se produisant presque simultanément pour provoquer l'Effondrement – c'est ce que l'on pourrait appeler une «polycrise».

Une «méga sécheresse» d'environ deux cents ans en aurait été l'une des causes principales. S'agit-il d'une forme de réchauffement climatique comme celui que nous connaissons ?

C'est peut-être un peu différent, mais l'impact est similaire. Il semble que le climat soit devenu plus aride et que les précipitations aient diminué, ce qui a entraîné une méga sécheresse.

Quels liens peut-on établir entre le moment que nous traversons et votre période de recherche ?

Je constate que tous les facteurs qui ont pu contribuer à l'effondrement de leur réseau mondialisé et qui ont eu un impact sur toutes les sociétés concernées à l'époque sont également présents aujourd'hui, notamment le changement climatique, la sécheresse, la famine, la maladie, des invasions, les réfugiés, les tremblements de terre, etc. Si Mark Twain a raison de dire que l'histoire rime mais ne se répète pas, ●●●





Ce kudurru, stèle de donation à la terre dans le royaume babylonien, datant du XII^e siècle av. J.-C., montre le roi de Baylone Meli-Shipak à la période d'effondrement.

PHOTO RENÉ-GABRIEL OJEDA. RMN-GP

... alors nous devrions être conscients, et inquiets, que quelque chose de similaire pourrait nous attendre, peut-être dans un avenir très proche. Il serait prétentieux de penser que nous sommes trop grands pour faire faillite aujourd'hui.

Quels peuples se sont mieux adaptés que les autres, et pourquoi ?

Difficile de répondre au pourquoi. Pour résumer, on sait que certains peuples se sont adaptés, certains mieux que d'autres comme les Phéniciens et les Chypriotes, probablement parce qu'ils ont réussi, malgré le chaos, à innover et à faire progresser la diffusion de l'alphabet et l'usage du fer. Ils ont également réussi à créer et gérer des routes commerciales à travers la Méditerranée. Les Assyriens et les Babyloniens, eux, ont pu maintenir l'essentiel de leur structure sociale, peut-être en partie parce qu'ils étaient éloignés de la Méditerranée et situés sur de grands systèmes fluviaux, le Tigre et l'Euphrate, mais aussi peut-être parce qu'ils avaient des dirigeants qui ont pris les bonnes décisions pour leur permettre de survivre.

A l'inverse, quels peuples ont été décimés et pour quelles raisons ?

Il est également difficile de répondre de manière précise à cette question. Cependant, les Hittites sont parmi ceux qui ont le plus souffert. Ils ont pratiquement disparu de l'Anatolie centrale, peut-être parce qu'ils se trouvaient déjà dans une situation précaire en raison de conflits au sein de la famille régnante. Les choses n'ont pas bien tourné pour les Mycéniens non plus ; il a été suggéré qu'ils étaient plus vulnérables et plus fragiles qu'il n'y paraissait en tant que société, peut-être en raison de la surexploitation de la classe inférieure pour des projets à grande échelle, entre autres choses.

Pourquoi l'Egypte, dont nous connaissons mieux le passé que les autres peuples que vous étudiez, n'a-t-elle pas réussi à s'appuyer sur ses solides fondations ?

Les raisons ne sont pas claires. Elles sont certainement liées au fait que les pharaons qui ont immédiatement succédé à Ramsès III après son assassinat dans le cadre de ce que l'on appelle la « conspiration du harem » (1155 av. J.-C.), vingt ans après sa victoire sur les Peuples de la mer, n'ont pas été à la hauteur de leurs illustres prédécesseurs, notamment Ramsès II, Mérenptah,

«Tous les facteurs qui ont pu contribuer à l'effondrement à l'époque sont toujours présents aujourd'hui.»

et Ramsès III. Cette période est marquée par des pénuries alimentaires, des conflits liés aux conditions de travail et des pillages de tombes, et l'Egypte se retire de la scène internationale pendant un certain temps. Très vite, d'autres personnages puissants, issus de l'administration ou de la prêtrise, s'élèvent pour défier les pharaons et établir leur propre pouvoir sur certaines parties de l'Egypte, si bien qu'à un moment donné, après l'effondrement, ce ne sont pas moins de trois, voire quatre personnes qui prétendent chacune régner sur une partie du territoire en même temps.

Pourquoi préconisez-vous l'utilisation du terme «Âge de fer» plutôt que «Âge sombre» ou «Siècles obscurs» ?

Je soutiens ce que d'autres chercheurs ont déjà dit : une époque qui voit la normalisation et la diffusion de l'alphabet et de la technologie du fer ne devrait probablement pas être considérée comme un «âge sombre», mais plutôt comme un âge d'innovation et d'invention. Les chercheurs qui étudient le Moyen Âge n'aiment pas non plus qu'on le qualifie d'«âge sombre»...

Quelle découverte majeure viendrait, selon vous, compléter l'histoire à trous que vous racontez ?

Il serait bon de trouver d'autres archives, en particulier une qui contienne un compte rendu contemporain de ce qui s'est passé pendant l'effondrement et immédiatement après, peut-être dans l'une des villes qui était impliquée ou qui a pu observer le phénomène à distance.

Karkemish (située sur la frontière actuelle de la Turquie et de la Syrie) pourrait être un bon endroit. Nous nous rapprochons déjà d'une telle découverte, comme le montre la tablette d'Ougarit (Syrie actuelle) récemment publiée, qui mentionne que des forces ennemies ont envahi la ville portuaire et avancent maintenant sur Ougarit elle-même. Sans toutefois nous dire exactement qui étaient les «ennemis».



LA SURVIE DES CIVILISATIONS
ERIC H. CLINE
La Découverte,
2024, 368 pp., 24 €



Dans un local syndical de l'hôpital de Pontoise le 9 janvier 2023. PHOTO STÉPHANE LAGOUTTE, MYOP

La réforme du système de santé est une urgence démocratique

Il est impératif de traiter les causes sociales qui ont conduit à plus de 10 millions de voix pour l'extrême droite aux législatives. Et pour les médecins André Grimaldi et Olivier Milleron, l'un des enjeux principaux est de rétablir le service public de la santé.

Quelle que soit la couleur politique du prochain gouvernement, les parlementaires ont l'impératif de proposer et voter des lois répondant aux préoccupations des habitants de ce pays. Une des causes principales de la crise actuelle est la dégradation des services publics. Cette dégradation est probablement le dossier le plus anxiogène et générateur de colère. Il est, en effet, insupportable de vivre les difficultés à trouver un médecin généraliste, un spécialiste ou à accéder aux urgences, injustifiable de subir des retards de soin, de séjourner plusieurs jours sur des brancards avant d'être hospitalisé dans un lit ou d'attendre une intervention chirurgicale maintes fois reportée. Un consensus existe dans le pays pour défendre la Sécurité sociale, notre système solidaire de santé et ses deux piliers : la médecine générale de proximité et l'hôpital public. Personne n'a jamais reçu mandat des électeurs pour détruire ce service

public de santé et favoriser le développement en cours des chaînes commerciales internationalisées. La reconstruction de notre système de santé doit être le laboratoire démocratique pour une nouvelle méthode de gouvernement impliquant, au niveau national et territorial, les usagers, les associations de patients, les professionnels de santé, les syndicats et les élus. Il s'agira, en application du principe de démocratie sanitaire, de soumettre différentes propositions au vote de la représentation nationale ou des citoyens lors d'un référendum sur la refondation de notre système de santé. Les constats sont connus : la prévention, d'abord, est historiquement trop faible dans notre système de santé. Le financement à l'activité, en ville comme à l'hôpital, est inflationniste en termes d'actes et de prescriptions. Il conduit les acteurs à choisir les activités les mieux valorisées en déconnexion des besoins de soins de la population. Il pousse aussi à multiplier les actes, dont au moins 20% sont inutiles, selon l'ancienne ministre de la Santé Agnès Buzyn. Si les patients âgés attendent des heures, parfois des jours, sur les brancards aux urgences, c'est parce que dans la logique de l'hôpital-entreprise, il faut éviter de bloquer durablement un lit dans lequel on pourrait coucher plusieurs patients « rentables ». Cette trahison de l'esprit du service public a conduit les personnels à se mobiliser pour dénoncer

cette maltraitance institutionnelle et ces atteintes à la dignité des patients. Devant l'absence de réponse politique et institutionnelle, beaucoup de professionnels sont partis, ce qui, par effet de ricochet, a entraîné des fermetures de lits. La logique de concurrence entre les acteurs du soin ne permet pas de répondre aux besoins de la population vieillissante qui présente surtout des maladies chroniques nécessitant une prise en charge par des équipes associant médecins généralistes et spécialistes, infirmières, kinésithérapeutes, diététiciens, psychologues, sages-femmes, assistantes sociales... C'est donc la coopération et non la concurrence qui faut favoriser pour améliorer la prise en charge des patients. Les dépassements d'honoraires ainsi que la liberté d'installation sont en partie responsables des difficultés d'accès aux soins. Suivant le principe républicain d'égalité, la liberté tant défendue par les médecins libéraux ne peut s'exercer au détriment du droit à l'accès aux soins des citoyens. Enfin, le double système de remboursement par la Sécu et les assurances complémentaires nous coûte très cher car les frais de fonctionne-

Par
ANDRÉ GRIMALDI
Professeur émérite de diabétologie
OLIVIER MILLERON
Cardiologue hospitalier

ment des « complémentaires » sont exorbitants (20 % contre 3 % pour la Sécu). Ceci alors que, contrairement à celui de la Sécu, leur financement est inégalitaire car le tarif des contrats dépendra de l'âge et de l'état de santé du patient.

Les solutions à ces problèmes sont connues. Mais leur mise en œuvre nécessite du courage politique. Le budget de la prévention doit d'abord être porté à 10 % des dépenses de santé, notamment grâce à la taxation de la publicité et de la vente des « nuisibles pour la santé » : malbouffe, soda, tabac, alcool, pesticides... Cela implique d'affronter leurs lobbys. À l'hôpital, il faut restaurer l'esprit du service public et faire primer la dispensation de soins de qualité par des équipes stables, formées et en nombre suffisant. Il faut définir dans la loi, pour chaque spécialité, un nombre maximum de patients par infirmières et aides-soignantes qui deviendra opposable d'ici cinq ans. Les expériences à l'étranger montrent qu'outre l'amélioration de la qualité de vie au travail, ces ratios permettent de diminuer les complications et la mortalité, pendant et après l'hospitalisation, donc les dépenses. La masse salariale adéquate à la charge de travail doit donc être sanctuarisée pour chaque établissement, pour que les effectifs ne soient plus la variable d'ajustement du budget de l'hôpital. En ville, il faut favoriser la création de structures de santé pluriprofessionnelles qui permettent de regrouper les acteurs nécessaires, en privilégiant le travail en équipe, les délégations de tâches et la coopération. Ces centres de santé doivent être mis en place par la puissance publique et les collectivités locales, si besoin en lien avec l'hôpital public. Il faut créer un statut qui permette leur financement pérenne, tournant le dos au paiement à l'acte. La permanence des soins doit être assurée par tous les médecins conventionnés par la Sécurité sociale. Face aux déserts médicaux, l'État doit mettre en œuvre une régulation de l'installation au moins pour les territoires les plus dotés. La pertinence des prescriptions doit aussi être évaluée. Des références médicales doivent être élaborées par les sociétés savantes et réexaminées périodiquement selon l'évolution des données scientifiques. Les praticiens qui, de façon manifeste et répétée, ne respectent pas ces recommandations devront être avertis, voire sanctionnés. Enfin, le remboursement à 100 % par la Sécu permettrait de nous passer des complémentaires et générerait près de 7 milliards d'euros d'économie par an pour la collectivité, déboursés pour leurs frais de fonctionnement. Cela permettrait de financer l'augmentation des salaires et des effectifs de soignants à l'hôpital public. Pour éviter l'arrivée du RN au pouvoir, le barrage républicain ne suffira pas. Il faut s'attaquer aux causes du mal, notamment en reconstituant le système de santé sur une base égalitaire et solidaire et en développant au niveau de chaque territoire la coopération entre les professionnels et le travail en équipe. À l'inverse, l'aggravation de la crise sanitaire actuelle nous poussera vers la catastrophe démocratique. ➤

IDÉES/

En refusant de nommer Lucie Castets, Macron choisit d'être l'otage du RN

Le Président s'aligne sur la politique de l'extrême droite, qui a signifié qu'elle censurerait tout gouvernement de gauche. Pour le député écologiste Hendrik Davi, les citoyens comme les entreprises doivent réagir.

Plus que jamais, notre monde est instable. L'agression russe en Ukraine se poursuit. La réponse de l'Etat d'Israël aux attaques terroristes du 7 Octobre risque de se traduire par un génocide à Gaza et menace la stabilité de toute la région. Les tensions économiques entre les Etats-Unis et la Chine sont grandissantes. Le capitalisme financier est incapable de résorber les inégalités qui minent nos sociétés. Les 1% des plus riches possèdent 50% des richesses. Le productivisme auquel il conduit réchauffe la planète. Nous n'avons jamais émis autant de CO₂ du fait de la combustion des énergies fossiles. Enfin, nous atteignons les limites écologiques de notre planète et la dynamique d'extinction de la biodiversité doit être stoppée au plus vite. Cette situation de crise chronique du capitalisme génère une instabilité po-

litique durable et dans tous les régimes, y compris les plus démocratiques. En Europe, nous sommes dans une situation de tripartition entre un bloc de gauche, un centre droit et l'extrême droite. Les élections de juin et juillet, provoquées par Emmanuel Macron, ont constitué un sursaut qui a permis d'éviter le pire : l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir.

Nous devons être lucides. L'extrême droite est une force néofasciste qui menace partout les libertés publiques, le droit des femmes et des minorités. En général, quand elle arrive au pouvoir, elle augmente les inégalités, fait régresser les droits des travailleurs et mène une politique écocide, comme ce fut le cas au Brésil avec Bolsonaro et aujourd'hui en Argentine.

Jouer avec le feu. Entre les deux tours des élections législatives, un front uni a semblé se reconstituer pour éviter l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national en France. C'était une bonne nouvelle, qui a permis au bloc de gauche d'arriver en tête au second tour, reléguant le bloc d'extrême droite en troisième position. Tous les démocrates auraient dû être heureux de ce sursis. Malheureusement, le président Emmanuel Macron et les parlementaires du centre et de la droite continuent de jouer avec le feu. Il aurait dû nommer Lucie Castets Première ministre et laisser le bloc de gauche, arrivé en tête, tenter de trouver des majorités, texte par texte. Au contraire, le président a préféré s'aligner sur l'extrême droite qui a, dès le début, signifié qu'elle censurerait tout gouvernement de gauche. Mais en agissant ainsi, Emmanuel Macron choisit d'être l'otage du Rassemblement

national jusqu'à la prochaine dissolution. En effet, le gouvernement choisi mènera une politique d'austérité contraire au programme du NFP, sinon il n'aura pas le soutien de la droite. Ce gouvernement sera donc légitimement censuré par tous les groupes parlementaires de gauche. Il ne devra sa stabilité qu'à la « non-censure » de la part des députés du RN. Et évidemment, le RN va tout de suite jouer de cette position de force

et exiger une politique encore plus raciste pour justifier de ne pas censurer le gouvernement. Ces dirigeants l'ont déjà signifié. Ils exigent un référendum sur l'immigration. Emmanuel Macron est condamné à poursuivre la fuite en avant avec le RN dans les bagages, ce qu'il avait déjà bien entamé avec la loi immigration. Or cette politique « austéritaire » et raciste renforce le parti d'extrême droite. Emmanuel Macron creuse

donc le tombeau politique du centre et de la droite.

Espoir. Le Nouveau Front populaire a fait émerger un immense espoir. Il a su rester uni en dépit des difficultés. Nous avons une candidate au poste de Premier ministre avec Lucie Castets. Elle n'a pas démissionné, nous avons donc une porte-parole légitime du NFP. Nous devons d'une part renforcer partout le NFP en constituant des comités de bases quartier

par quartier et d'autre part, avec les syndicats et les associations, nous devons organiser une riposte massive dans la rue et les entreprises. Cela commencera le 7 septembre avec les organisations de la jeunesse, mais cela doit s'élargir très rapidement avec, si les syndicats le décident, des mouvements de grève. Si la rue ne réagit pas maintenant, à terme le pouvoir passera dans les mains de l'extrême droite. ♦

SIGNÉ COCO



Par
HENDRIK DAVI



ASSEMBLÉE
NATIONALE

Député du groupe
Ecologiste et social de la
cinquième circonscription
des Bouches-du-Rhône

Par
DAVID BORNSTEIN

Philosophe à la gâchette rapide, Pierre Charbonnier a dégagé son concept d'«écologie de guerre» dans un article de la revue *le Grand Continent* seulement un mois après l'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine. Sous sa plume, l'écologie – traditionnellement associée au pacifisme – devient une arme au service des Etats en quête de puissance, une arme géopolitique. A l'époque, Pierre Charbonnier estimait justement que les mesures de sobriété et de transition énergétique étaient déterminantes pour contrer une machine de guerre russe financée par la vente de gaz et de pétrole à l'Europe. Son nouvel essai, intitulé *Vers une écologie de guerre*, est une vaste enquête historique visant à comprendre pourquoi l'humanité n'agit pas (ou trop peu) face à la catastrophe environnementale, et cherchant des clés pour sortir de l'impasse.

Pierre Charbonnier s'emploie principalement à déconstruire le «pacifisme libéral» né avec les Lumières et dont nous héritons à travers des instances de gouvernance telles que les COP. Dès le XVIII^e siècle, ce courant de pensée se donne pour but d'abolir la guerre en instaurant une «paix perpétuelle» entre les nations, selon les termes de Kant. Un pacte programmatique est alors noué entre l'objectif de paix et le commerce, conçu comme une forme de dépassement des conflits territoriaux entre Etats. «La genèse de l'*homo economicus* n'a de sens que dans le contexte d'un réaménagement de l'ordre international à la suite d'une longue période de guerres religieuses, révolutionnaires et napoléoniennes», rappelle Pierre Charbonnier. *L'anarchie interétatique*, qui semblait depuis Hobbes constituer l'unique perspective dans laquelle coexistaient des entités souveraines, pouvait être domestiquée, mise sous contrôle par le développement d'interdépendances motivées par le profit.»

Une conclusion surprenante

Après la Seconde Guerre mondiale, ce pacifisme libéral trouve une forme d'aboutissement dans la «pax americana» dont la base matérielle repose sur le développement massif d'infrastructures énergétiques. «C'est au nom de la paix que le système économique et social du Nord industrialisé puis du reste du monde a été irrigué, de façon extraordinairement rapide et efficace, par les énergies fossiles, dit



Train de charbon d'une mine d'Elkford, en Colombie-Britannique, au Canada. PHOTO PAOLO KOCH. GAMMA RAPHO

L'écologie, le vert de la guerre selon Pierre Charbonnier

Dans «Vers l'écologie de guerre. Une histoire environnementale de la paix», le philosophe rompt avec le «pacifisme libéral» des Lumières ainsi qu'avec l'héritage pacifiste et libertaire de l'écologie.

l'auteur. L'impératif de redressement économique, de développement, de croissance, a trouvé l'essentiel de sa légitimité dans la capacité qu'on lui prêtait alors à neutraliser la guerre.» Ce point, essentiel, vise un dépassement de la critique (évidente) d'une société de consommation insoutenable au plan environnemental : derrière l'expansion du commerce et de l'économie, il faut

prendre au sérieux la recherche séculaire de concorde politique. La conclusion de l'essayiste – à vrai dire surprenante – est que la recherche de la paix a conduit l'humanité à la catastrophe environnementale (plus encore que les lobbys industriels, le capitalisme financier ou les élites technoscientifiques). Un point de vue qui peut s'entendre pour la période d'après-guerre mais

qui reste difficile à admettre par la suite, tant les acteurs privés et leurs logiques propres ont gagné en puissance avec la mondialisation de la fin du XX^e siècle.

Quoi qu'il en soit, si la «paix du carbone» – fondée sur une intensité énergétique inédite – a joué un rôle d'apaisement dans les relations internationales après-guerre, la sécurité planétaire est désormais

compromise par l'usage massif de combustibles fossiles. Or, estime Charbonnier, l'action internationale visant à réguler les problèmes climatiques à travers le système de l'ONU ne peut structurellement aboutir. En réunissant l'ensemble des nations du monde pour formuler des résolutions votées à l'unanimité, les COP sont vouées à l'échec, tout comme l'était la Société des

LIVRES/

nations et le projet de mettre la guerre «hors la loi». Au fond, pour l'auteur, le vieil idéalisme libéral, fondé sur la recherche d'une concorde universelle, n'a pas quitté la scène, et nous condamne à l'impuissance.

Etats réunis en une coalition dominante

Pour le philosophe, qui reprend les critiques du pacifisme formulées par le juriste allemand (et nazi) Carl Schmitt, l'expression du rapport de force entre nations demeure indépassable. Par conséquent, un déplacement de l'écologie sur le terrain du «réalisme» politique s'impose (soit une rupture franche avec une tradition libérale importante au sein des mouvements écologistes contemporains). Ainsi, il aboutit à l'idée, essentielle, que, faute de gouvernance mondiale crédible, seuls les Etats les plus puissants, réunis en une coalition dominante, pourront imposer une transition aux acteurs ayant intérêt à défendre l'infrastructure fossile (qu'il s'agisse d'industriels, d'investisseurs, de travailleurs des secteurs menacés, d'Etats pétro-gaziers ou de nations dépendantes du charbon). A la lecture, on s'interroge néanmoins sur la façon dont cette coalition devrait «imposer» la transition aux acteurs en question. On aurait également apprécié des précisions sur la stratégie que devraient adopter les démocraties dans cette perspective (l'Europe devrait-elle s'associer à la dictature chinoise pour composer une coalition «post-carbone»? Devrait-elle se rapprocher des Etats-Unis?)

Analysant la situation géopolitique depuis 2020, Pierre Charbonnier se réjouit de certains «bougs» de la part des grandes puissances, qui associent désormais écologie et questions stratégiques. L'Europe, réagissant à l'agression russe, promeut les énergies décarbonées dans une logique de sécurité (et pas uniquement protéger l'environnement). Après la Chine, les Etats-Unis de Joe Biden financent massivement leur industrie verte dans le but d'affirmer leur leadership. Ce changement de paradigme, à peine initié et toujours fragile, représente un espoir majeur selon l'auteur: celui de mettre en branle des puissances capables de gagner la guerre du climat, celui d'une écologie réelle (géopolitique).

PIERRE CHARBONNIER
VERS L'ÉCOLOGIE DE GUERRE : UNE HISTOIRE ENVIRONNEMENTALE DE LA PAIX La Découverte, 350 pp., 23 € (ebook : 16,99 €).

Marco Armiero va droit au rebut dans «Poubelloène»

Dans ses «Chroniques de l'ère de déchets», l'Italien décrypte les rapports socioécologiques à l'heure de la crise climatique.

Les déchets qui s'accumulent irrémédiablement, sur notre planète comme dans l'espace désormais, sont une réalité difficile à regarder en face. Ils font parfois l'objet de reportages chocs sur la décharge d'un pays du Sud global ou sur le «cinquième continent» qui flotte dans l'océan. Ils nous sautent furtivement aux yeux ou au nez, le matin devant chez nous, avant que les camions poubelles ne les emmènent au loin. Invisibles, ils sont pourtant partout. L'historien italien Marco Armiero leur consacre un essai passionnant: ses *Chroniques de l'ère des déchets* s'articulent autour du concept original de «poubelloène», «marqueur géologique caractéristique de la nouvelle époque», estime le professeur à l'Université autonome de Barcelone. Ce ne sont pas les débris en tant que tels qui l'intéressent, ils font déjà l'objet de nombreuses recherches en sciences sociales. C'est plutôt ce qui les crée selon lui: «les rapports socio-écologiques délétères qui mettent des lieux et des humains au rebut». Et fait que «certains êtres, certains lieux et certaines mémoires sont considérés comme jetables».

Le «Titanic» et l'iceberg. Le livre s'ouvre sur une critique de la notion d'Anthropocène, qui voudrait que nous soyons tous dans le même bateau, face aux dérèglements de notre planète et de son climat. «Le 14 avril 1912, rappelle l'auteur, au moment où le Titanic entrait en collision avec un iceberg, le fait de voyager en première ou en troisième classe allait déterminer lesquels des passagers survivraient.» Il en est de même selon lui dans le monde contemporain, toujours aussi scindé entre un «Nous» et un «Eux» – celles et ceux qui s'en tirent et celles et ceux qui sont condamnés à survivre dans les cloaques, villes-poubelles, quartiers dévastés où on les confine depuis parfois des siècles. Selon l'historien marxiste américain Cedric Robinson, le racisme et le colonialisme ne sont pas un accident du capitalisme mais son fondement même. Armiero démontre dans sa lignée comment la crise écologique contemporaine est née de l'invisibilisation des inégalités sociales, historiques, raciales et de genre.

C'est bien en historien qu'il appréhende son sujet, «le Poubelloène est intrinsèquement historique parce qu'il suppose la persistance des débris», écrit-il. Il correspond à ce que Rob Nixon qualifie de «violence lente», à savoir les effets différés des atteintes à l'environnement sur les humains, les non-humains et les écosystèmes. Il s'appuie aussi sur des enquêtes de terrain, par exemple dans l'immense dépôt de déchets électroniques d'Aghobgoshie, au Ghana. Il

interroge également les imaginaires et l'inconscient collectif, un des chapitres se penche ainsi sur les mises en scène obsessionnelles des décharges dans les films de science-fiction.

Habitants furieux. Il frôle même avec l'autobiographique, confiant: «Je n'ai pas théorisé le Poubelloène. Je l'ai vécu. Je l'ai vu. Je l'ai senti, respiré. J'y suis né. Naples, ville du sud de l'Italie, est depuis longtemps considérée comme une des nombreuses portes du Poubelloène. Les Romains de l'Antiquité croyaient que les portes de l'Enfer étaient situées non loin de Naples, dans le lac Avernus.» Il évoque alors la crise des déchets de 2008, lorsque les habitants furieux du quartier populaire de Quarto accumulèrent leurs ordures en tas dans les rues, comme une sorte d'étendard de leur misère sociale.

On peut regretter que le livre, écrit avant la pandémie de Covid, et achevé par son auteur au cœur de celle-ci, n'ait pas été mis à jour dans son édition française pour inclure ce qui a (ou pas) évolué depuis. Il n'en reste pas moins une lecture stimulante et précieuse pour saisir l'ampleur, les symptômes et les origines de la crise socio-écologique actuelle. Et pour se préoccuper peut-être davantage de ces lieux comme de ces humains qui, qu'ils habitent près de chez nous ou à l'autre bout du monde, sont relégués au rebut.

YANN PERREAU

MARCO ARMIERO POUBELLOÈNE. CHRONIQUES DE L'ÈRE DES DÉCHETS Traduit de l'anglais par Nicolas Calvé. Lux, 160 pp., 18 € (ebook : 16,99 €).





Libé week-end Chaque semaine, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Samedi, entretien avec l'Américain Stephen Markley (photo), autour de sa fresque fleuve sur le changement climatique *Déluge* (traduit par Charles Recoursé, Albin Michel «Terres d'Amérique»). «Je voulais donner au lecteur la sensation qu'en fait, beaucoup de travail vital peut être accompli dès maintenant.» PHOTO ALBERT FACELLY

LIVRES/

Des Brontë aux Kardashian, un essai à sœurs ouvert

Indésirables, démiurges, jumelles, modèles... Blanche Leridon se penche dans «Le Château de mes sœurs» sur les fratries féminines qui, à défaut d'avoir un nom commun bien à elles, sont un creuset de très riches histoires.

«C'est curieux, il n'existe pas de mot pour désigner un groupe de sœurs, comme si le frère allait de soi, toujours. On pourrait dire une sororité ?» Ainsi s'interrogeait la narratrice du dernier roman d'Adeline Dieudonné, *Reste* (l'Iconoclaste, 2023). Constat partagé par Blanche Leridon qui, d'entrée, fait de cette lacune de la langue (française), ou

du moins de son imprécision (on comprend vite le problème avec «fratrie»), le creuset de sa réflexion. Il ne s'agira pas, en réaction, pour cette «deuxième née d'une famille de trois filles», d'inventer un mot («sororité» existe bel et bien, même si le vocable évoque plus généralement l'idée de solidarité que la filiation «réelle») mais de proposer «une plongée dans l'univers qu'il devrait



Venus et Serena Williams à Wimbledon, en 2002. PHOTO ZM. PANORAMIC. STARFACE

désigner» à travers «une forme d'archéologie de la sororité» truffée d'exemples – et allant, donc, des «Brontë aux Kardashian», soit de la Pléiade à TikTok.

La leçon de «la Reine des neiges»

«Genrel», la collection féministe des éditions les Pérégrines, parle aussi bien homoparentalité, écriture dite «inclusive», maquillage ou nourriture. Les autrices et auteurs s'y promènent la forme personnelle assumée, l'anecdote en bagage, sans distinction entre théorie universitaire et pop culture – en attestent ici encore les huit pages de sources et ses sections «Livres», «Films» ou «Théâtre». Les sœurs, de fait, sont partout et on les appelle par deux, trois (ou plus) suivant l'angle du chapitre, qu'elles soient «indésirables», «démiurges» (comprendre «créatrices», ensemble ou séparément), «modèles» comme chez la comtesse de Ségur ou évidemment rivales. Dans cette dernière catégorie, particulièrement savoureuse pour la construction volontariste dont elle fait l'objet dans les médias, on croise Kate et Pippa Middleton (l'affaire de la robe qui vola la vedette au couple princier), Catherine Deneuve et Françoise Dorléac (toutes deux en «compétition officielle» au Festival de Cannes en 1964) ou les sportives Venus et Serena Williams (et la mise en scène continuelle de leurs «affrontements»). Quand elles ne sont pas «les unes contre les autres», les sœurs sont matrières à fantasmes (récurrentes en couverture de *Playboy*), potentiellement dange-

reuses (les Parques romaines ou les «Weird Sisters» du *Macbeth* de Shakespeare) sinon claustrées dans leurs funestes destins (*Virgin Suicides* de Sofia Coppola et la cristallisation de la fratrie féminine comme éternelle nébuleuse). Pas de quoi se réjouir, donc. Sauf que titrer *Le Château de mes sœurs*, c'est dire qu'on peut inventer sa propre architecture, ses propres règles. Ainsi, au milieu : «On ne cède ni aux binarités faciles ni aux raccourcis misogynes, et c'est à ces conditions-là qu'émergent de belles et stimulantes histoires.» Celles-ci se trouvent surtout en ce moment dans les séries, où la sororité (de l'excellente *Fleabag* à la royale *The Crown*) atteint des sommets de représentativité réjouissante et nuancée. Bien avant ces nouvelles venues, Blanche Leridon prend pour référence et quasi fil rouge, au début des années 2000, les sœurs Halliwell de *Charmed* (qu'il convient selon elle de réévaluer à la hauteur de *Buffy*), lesquelles «marquèrent durablement notre enfance», moins pour la dimension magique du soap (lesdites sœurs étaient sorcières) que pour le célèbre «pouvoir des trois» témoin de la puissance du *girl band* – et l'on avait du reste oublié que le programme en question était l'œuvre d'une femme, Constance M. Burge. Plus réjouissante encore selon l'autrice, car porteuse d'espoir pour une nouvelle génération, la leçon de *la Reine des neiges* de Disney qui, contre l'amour d'un homme, préfère l'amour sororal, seul à même de faire fondre les cœurs et de «délivrer» des carcans. L'in-

crovable Famille Kardashian est observée avec la même indulgence : on peut, «avec modération», y voir «quelque chose d'insolent, de libérateur, de formateur aussi».

Tout est «affaire de lecture»

Comme quoi – et quitte à trouver ces deux derniers exemples moins convaincants, ou en tout cas discutables sur le terrain féministe –, tout est «affaire de lecture». Blanche Leridon partage les siennes. En reparaissant les *Mémoires d'une jeune fille rangée*, elle se familiarise avec Hélène, peintre et petite sœur de Simone, surnommée «Poupette». Plus loin et en bas de page, il est question de celle de Monique Wittig, Gilie, peintre elle aussi et investie comme l'autrice des *Guérillères* dans la création du MLF. Relier les points et suivre les trajectoires des unes et des autres fait partie du jeu. Notons que Virginia Woolf avait également une sœur peintre, Vanessa Bell. «Où serait-elle aujourd'hui sans Virginia ? Au musée d'Orsay ? Ou absolument nulle part ? A-t-elle été éclipsée ou favorisée par la postérité de son aînée ? Dans la fratrie Leridon, toutes trois écrivent, mais chacune tient ferme sa couleur de cheveux et son rayon : à Blanche, le blond et les essais.

THOMAS STÉLANDRE



Simone de Beauvoir (dr.) et sa sœur Hélène (1912). BRIDGEMAN IMAGES

BLANCHE LERIDON
LE CHÂTEAU DE MES SŒURS. DES BRONTË AUX KARDASHIAN. ENQUÊTE SUR LES FRATRIES FÉMININES
Les Pérégrines «Genrel» 240 pp., 20 € (ebook : 13,99 €).

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilitée pour l'année 2024 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75030/96 pour le Paris. Et pour le département 13/75/76/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministre de la Culture et de la Communication du 10 novembre 2023. La tarification est la suivante pour les départements d'habitation de 128 834 702 : Constitution de sociétés civiles et commerciales, tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 3796 HT - Société par actions simplifiée (SAS) 1896 HT - Société par actions simplifiée européenne (SASU) 1454 HT - Société en nom collectif (SNC) 210 HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 141 HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée ») : EURL 1285 HT. Nomination des liquidateurs des sociétés civiles ou commerciales 20 HT - CLU/CSPE de sociétés civiles ou commerciales : 106 HT HT. LES TARIFS annonces légales au caractère (espace inclus) sont constatés et notifiés dans les législatures, clôtures : 75/94/90 (23/24 HT).

93 SEINE-SAINT-DENIS

Enquête publique



PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Libération
Égalité
Fraternité

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES ET
DE L'APPUI TERRITORIAL

EXTRAIT DE DÉCISION DE LA
COMMISSION DÉPARTEMENTALE
D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

Réunie le 30 juillet 2024 sous la présidence de Madame Cécile RACKETTE, sous-préfète de l'arrondissement de Bobigny, la commission départementale d'aménagement commercial de la Seine-Saint-Denis a eu trois avis dans le cadre de l'examen de la demande de création/extension de boutiques pour un total de 371 m² et création d'une moyenne surface alimentaire de 100 m² - sur la commune de Noisy-le-Sec, quartier Eingebard présentée par la Sté

BERENICE

sise au 5 rue Chalgrin 75116 Paris.

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr /
01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

MUSIQUE

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES

32 - 45T - CD

TOUS STYLES

TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock

Musique Classique

Métal - Punk

Soul - Funk - House

World

(Afrique, Antilles, Maghreb)

Reggae - Hip Hop

Gros Stocks

et Collections

Contactez-nous

07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi -

Amplis - Déclats - DJ

Jeux Vidéo - Consolés

Déplacement en France

avec respect

des mesures sanitaires

en vigueur.

Réponse très rapide

PAIEMENT CASH

Votre journal



est habilité
pour toutes
VOS ANNONCES LÉGALES
sur les départements

75 93 94

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00
ou par mail legales-libe@teamedia.fr



www.liberation.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 08 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL
Libération
SARL au capital de
23 243 652 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Aïfon,
Amandine Bascou-Rometu

Directeur de la publication
Dov Aïfon

Directeur de la rédaction
Dov Aïfon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valotau

Rédacteurs en chef
Michel Beccuembols
(spécialité), Frédéric
Bézaud (presse),
Laure Bretton (JO), Gilles
Dhys (pilotes web),
Christian Loisson
(enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Dumas (L),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Mathieu Ecoffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Paugam (actu),
Déliré Piron (culture)

ABONNEMENTS
Site abs.liberation.fr
abonnements@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 364€
tél. : 01 55 36 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES
& CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Mid Print (Gallargues),
FOP (La Courneuve),
Nancy Print (Juville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM

Logo ACPM

Membre de l'ACPM.
CPAF : 1225 € 800564.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur
d'eutrophisation :
Ptot 0,006 kg/t de papier
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initiation du
prenom.nom@liberation.fr

► SUDOKU 5363 MOYEN

4	6	5	7		2
3				4	
5	8	2	6	1	
9	2	5	7		
6		4	1	2	
1	9	6	5		
8	9	4	2	7	
2				1	
1	4	7	2	8	3

► SUDOKU 5363 DIFFICILE

9	4	5		7	
5	7		3		
			7	9	3
2			8	6	5
3	7	5			
5	2	4			
6	1	2		9	
		9		1	7
					2

Faites un don à Libé

► Soutenez le travail exigeant
de 220 journalistes engagés
et indépendants

► Défendez la liberté de
la presse et son rôle dans
le débat démocratique

► Participez activement
à la transformation de la presse
à l'ère du numérique



Je souhaite
faire un don par
carte bancaire,
chèque ou
PayPal :

liberation.fr/don

L'association Presse et Pluralisme
vous permet d'effectuer un don à Libération
et de bénéficier d'une **déduction d'impôt**
égale à 66% du montant versé (dans la limite
de 20% de votre revenu imposable).

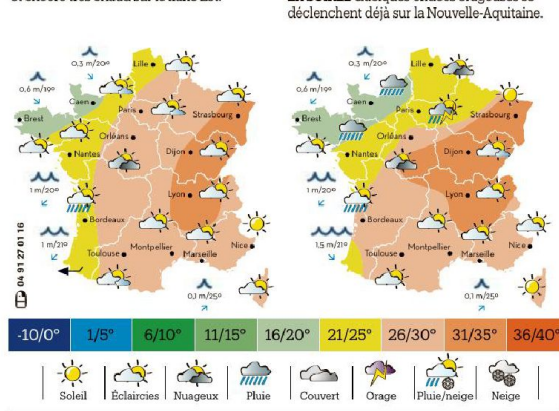
Vous avez la possibilité d'effectuer un **don**
ponctuel ou mensuel via un **paiement**
sécurisé par carte bancaire, par chèque
ou par PayPal.

Presse et Pluralisme émettra un reçu fiscal
et vous l'enverra afin que vous puissiez
bénéficier de la déduction d'impôt.

JEUDI 29

Quelques orages éclatent
déjà le matin au Sud-Ouest.
Ailleurs, il fait beau et très doux.

L'APRÈS-MIDI Les orages restent
isolés mais progressent sur la Nouvelle
Aquitaine. Ailleurs il fait beau
et encore très chaud sur le flanc Est.



Agitée Peu agitée Calme Fort Modéré Faible

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	16	24	Lyon	18	32	Alger	23	29
Caen	16	21	Bordeaux	18	26	Berlin	20	34
Brest	12	21	Toulouse	20	30	Bruxelles	17	26
Nantes	16	25	Montpellier	21	32	Jérusalem	19	30
Paris	16	26	Marseille	20	30	Londres	13	22
Strasbourg	18	31	Nice	24	31	Madrid	20	28
Dijon	18	33	Ajaccio	20	30	New York	20	26

REVEZ-NOUS (8/8)

Promenons-nous dans les joies

Goliarda Sapienza Avec l'écrivaine italienne anarchiste, envoyons balader les conventions et savourons la rébellion.



ROBERTO COALE

tu as connu la guerre, résisté, même participé à des opérations de sabotage contre l'occupant dans les rues de Rome, tu refusais qu'on oublie, tu remettrais les points sur les i. Riberonnée aux grèves avec une mère syndicaliste et un père socialiste, tu appellerais à prendre la rue pour dénoncer le déni de démocratie d'Emmanuel Macron suite aux élections législatives. Tu répéterais l'adage de tes parents : « *Se rebeller est toujours juste*. » A gauche, ils voudraient tous t'avoir dans leur camp, mais tu continuerais à ne parler que de tes idées, de tes convictions, sans approuver l'un ou rejoindre l'autre. Tu jugerais les mouvements militants trop dogmatiques et ne voudrais faire partie d'aucun groupe, aucune bande. Tu continuerais de refuser de t'encarter, toi communiste sans parti, féministe sans idéologie. Parce que c'est ta condition pour être libre, pour dire tout ce que tu penses. Et de #NousToutes au NFP, chacun en prendrait pour son grade. Ça leur ferait les pieds. Peut-être que ça leur rappellerait que les valeurs doivent primer sur les conflits internes et les guerres d'ego.

Tu tenais à dire que tu étais née dans un des quartiers les plus malfamés de Catane, mais tu n'étais pas vraiment prolétaire avec ton haut bagage intellectuel et culturel. Tu en étais consciente, de ton privilège. Tu t'étais bien rendu compte, lors de ton passage en prison, que les

différences de classe « *régissent ici comme dehors, insurmontables*. » Alors même sans banderole, même centenaire, tu serais de toutes les manifestations pour lutter contre les injustices sociales. On t'y acclamerait, mais ceux qui ont eu la chance de te connaître en sont certains : tu rejetterais ce rôle d'égérie. Tu ne t'es jamais revendiquée féministe, alors que tu t'étais dans tes écrits comme dans tous les aspects de ta vie.

Tu n'as jamais eu de tabou sur la sexualité, le désir vorace des femmes, leur plaisir charnel. Tu as décrit des violences sexuelles sans pudeur. Tu viendrais soulager Lio, qui se bat seule sur ces sujets en plateau. Je ris d'imaginer les réactions à tes discours de ceux qui peuvent trouver une Sandrine Rousseau extrême. Tu ferais l'éloge de la recherche de la jouissance, même à un âge avancé. Je rêve de te voir démonter point par point le marketing des cosmétiques qui nous vendent une jeunesse éternelle comme seule condition au bonheur. « *50 ans, âge d'or des découvertes, 50 ans, âge heureux injustement calomnié*, » tu disais. Aujourd'hui, matricées par les réseaux, les filtres, les incitations à la chirurgie, ça nous ferait du bien d'entendre encore que la vie n'est pas un compte à rebours mais bien « *une promenade*, » dont le seul objectif est la joie. L'amour avec toi a toujours été fluide, au-delà des normes, des identités de genre et des orientations sexuelles. Tu es une icône bisexuelle, même si je suis sûre que tu détesterais qu'on te range dans une case. Comment t'expliquer qu'on s'écharpe encore sur des projets de loi pour savoir qui a le droit d'avoir autant de droits que les autres ? Que les violences homophobes sont toujours plus nombreuses ? Je t'imaginerai de tous les combats, de toutes les luttes, mais j'en attends sûrement trop. Peut-être pourrais-tu seulement continuer d'écrire ? Des romans encore plus fous, des héroïnes encore plus indomptables, pour repousser toujours les contours de cette société trop étroite.

Il n'y a eu que toi pour créer un personnage féminin si contestataire, complexe, puissant. Ta Modesta est mauvaise, insoumise, entière, et l'histoire de son ascension dans une société conservatrice et patriarcale a peu d'équivalents sur nos étagères. « *Celui qui naît avec le talent de raconter est aussi quelqu'un qui guérit*, » dit le père de ta protagoniste, dans ton roman. Nos imaginaires ont besoin d'autant de petites sœurs de Modesta que tu peux en inventer. Des figures d'émancipation, des femmes qui font ce que bon leur semble, sans souci des conséquences ni culpabilité. Des alter ego fictifs qui baissent, qui rient, qui tuent. Montre-nous comment nous insurger contre les autorités morales, sans être moralisateurs à notre tour. Comment nous emparer de notre liberté sans être individualistes, comment être en quête du bonheur simple, sans fuir le combat contre l'oppression. Apprends-nous à toujours rester ouvertes et ouvertes à l'autre et à l'ailleurs, à donner le goût de la joie sans l'imposer. Et dis-leur d'arrêter d'invisibiliser les femmes ou d'attendre qu'elles soient mortes pour voir leur génie. ♦

Par MATHILDE ROCHE

Nous nous sommes ratées, Goliarda. J'apprenais juste à courir quand vous avez dévalé les escaliers dans une chute qui vous a coûté la vie, à 72 ans. Un malaise cardiaque. Comme si votre cœur s'était épuisé trop tôt, à trop aimer les hommes, les femmes, la liberté. Trop de battements gâchés dans vos batailles contre les normes, de palpitations perdues à vouloir être reconnue à votre juste valeur. Vous auriez eu 100 ans cette année. Je ne peux pas m'empêcher de vous imaginer revenir d'entre les morts. Comme un dernier pied de nez aux conventions. Vous seriez trop heureuse de décevoir les croyants qui crieront à un acte divin, et nous très chanceux de vous avoir à nouveau.

Sapienza, « *sagesse* », en italien. Vous en aviez, parce qu'il en faut quand on est en avance sur son temps. Mais ce n'est pas votre sagesse que j'implore ces temps-ci, c'est ta facilité à les envoyer se faire foutre. Les diktats, la religion, les bourgeois hypocrites, les puissants. Pardon, je te tutoie, tu veux bien ? Ce n'est pas un manque de respect, c'est la proximité qu'on s'invente avec nos idoles. Et puis, tu t'en fous des codes. Anarchiste, résistante, comédienne, romancière, prisonnière, femi-

niste, « *queer* » même si le mot n'existait pas. Si subversive au siècle dernier, inaudible à l'époque de tous les carcans, jusqu'où irais-tu dans cette nouvelle ère où on te tendrait le miroir ? Je jubile d'inventer tes interventions en cette période trouble.

Je sais, tu as préféré la littérature à la politique. Sur la fin, tu te disais déçue par l'intelligentsia de gauche, le milieu du cinéma et les cercles du pouvoir. Aucun espoir que les personnalités d'aujourd'hui ne t'inspirent mieux. Mais toi qui es née dans une famille révolutionnaire, tu au-

rais bien un mot sur l'agitation de ces derniers mois en France ? Un mot pour ce pays qui t'a révélée en autrice de best-sellers, qui a enfin compris le potentiel de *l'Art de la joie*, ton roman refusé par les maisons d'édition italiennes pendant vingt ans. Pas que tu te sentes redevable non, jamais. Mais comment ne pas réagir face aux 143 députés d'extrême droite élus en juillet, quand tu as grandi et vécu dans une Italie fasciste ? Alors que le Rassemblement national cherche à confisquer la lutte contre l'antisémitisme, tu rappelleras sans langue de bois qu'ils sont les descendants des nazis. Parce que

LE PORTRAIT